

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Pour une politique réaliste

par LASHORTES

Avouons le malaise... La classe ouvrière qui voit les menaces de guerre se précipiter ne sait quelle doit être sa politique. Dans nos rangs mêmes, ces hésitations se traduisent et surtout se sont traduites par des mots d'ordre contradictoires. Certaines formules entraînant ont même pu séduire certains de nos camarades et leur cacher la réalité. Nous nous sommes efforcés, ici, de la leur démontrer sans parvenir d'ailleurs à rendre parfaitement claire et intelligible une situation essentiellement mouvante et obscure. L'action diplomatique s'efforce d'ailleurs d'accroître les ombres, le jeu des gouvernements étant de brouiller les cartes et de propager certaines équivoques, grâce à quoi les peuples soumis et médusés se rangeront, le moment venu, au côté de leurs maîtres.

Jamais encore, cependant, les circonstances ne furent plus favorables à cette mortelle confusion. C'est que depuis vingt ans, le prolétariat des pays vainqueurs (car c'est lui qui porte la plus lourde responsabilité) n'a point osé dégarer sa responsabilité du règlement de la guerre. Les traités impérialistes qui proclamaient la culpabilité unilatérale des empires centraux n'ont point été révoqués et déchirés par les travailleurs français et anglais. Le silence de ceux-ci les a contresignés. De là viennent tous nos malheurs. Mais s'il est vrai qu'il faille pour supprimer les effets remonter aux causes, leur devoir est tracé. Ils doivent sans tarder reprendre à leur compte une politique de révision des traités. Quelles objections formule-t-on là contre ? On fait observer que le gouvernement fasciste de l'Allemagne — pour ne parler que de lui — n'a point d'autres exigences et que ce serait le raffermir encore que d'y satisfaire. Mais nous n'en croyons rien. Le national-socialisme a fondé sa propagande sur l'annulation des traités, prenant ainsi à son compte une revendication, dont il souffrait avant tout le caractère moral (car le peuple allemand savait bien qu'il n'avait pas plus de responsabilité qu'aucun autre peuple) et qui eût dû être la revendication de tous les travailleurs entraînés dans une guerre que pas un d'entre eux n'avait voulue. Qui ne voit, dans ces conditions, que ce retour à la tradition internationale du prolétariat serait susceptible de renverser complètement la conjoncture actuelle en ôtant au fascisme l'argument par excellence qui justifie sa position brutalement nationaliste.

(Voir suite page 2.)

Autour du fumier stalinien

Les chefs les plus en vue du bolchevisme sont accusés d'être à la solde du fascisme

Le procès de Moscou continue à défrayer la chronique du jour. Vingt et un bolcheviks, dont la plupart sont fondateurs du parti bolcheviste, collaborateurs intimes de Lénine et titulaires d'années de prison, sous le vieux régime, se voient accusés de complot contre la sûreté de l'Etat (disez de Staline) et d'espionnage au profit de pays capitalistes !

Pour nous autres qui ne sommes pas dans les secrets du Komintern, ces accusations nous apparaissent plutôt comme moyens employés par le « chef génial » pour se débarrasser de concurrents, susceptibles d'exploiter les bêtises de la politique stalinienne sur le terrain international, que comme lutte contre des actes criminels.

Il est très probable que des vieux bolcheviks aient pu prendre ombrage de l'ascension du tueur du Caucase et aient cherché à le renverser par n'importe quel moyen. Pour les accusations d'espionnage, visant des gens comme Boukharine, Rakovskiy, etc., les esprits avertis n'ont que sourire.

En dehors des mercenaires staliniens qui hurlent chaque matin dans l'humanité pour exciter la haine des malheureux suivants, la classe ouvrière reste indifférente devant cette triste tragi-comédie.

Les travailleurs conscients n'arrivent pas à admirer ces appels à l'assassinat dont le style rivalise avec celui de *Détective*. Le socialisme — quoi qu'en disent les amoralistes de l'école marxiste — a toujours eu à cœur de propager une haute moralité et il a cherché à relever les individus. La cruauté et l'acharnement contre les « coupables » ont été, jusqu'à l'avènement de « l'ère » stalinienne, réservés à la justice bourgeoise et fasciste.

Il est vrai aussi que la plupart des accusés étaient les piliers de la doctrine bolcheviste qui nie la capacité du peuple de se gouverner lui-même ; ils ont préconisé la

LE FRONT POPULAIRE AUX ORDRES DE LA BANQUE

Les événements vont vite. Après le vote presque unanime sur la politique extérieure, après le vote du statut du travail, la solidité du cabinet Chautemps apparaissait incontestable, et au moment où paraissent ces lignes il sera peut-être démissionnaire.

Devant la situation financière, Chautemps demande les pleins pouvoirs, dans le but de couvrir l'emprunt que va lancer la caisse autonome de la défense nationale.

Les pleins pouvoirs seront-ils accordés ? Nous le saurons sous peu.

Mais que le cabinet soit ou ne soit pas renversé, la situation restera la même. Le problème se posera de la même façon pour le prochain gouvernement, même si c'est un gouvernement de Front populaire élargi.

Chautemps a très nettement posé la question dans sa déclaration en parlant d'apporter au pays, comme contre-partie essentielle de la confiance demandée, la certitude que l'assainissement progressif des finances publiques sera méthodiquement et énergiquement poursuivi par un gouvernement désormais sûr du lendemain et libre de ses actions, dans une atmosphère de concorde et de travail qui assure le relèvement de la production.

On ne peut, en effet, être plus clair. Pour mener à bien la politique ruineuse de surarmement qu'il a acceptée tous les députés de

Front populaire, pour subventionner la caisse autonome de la défense nationale, Chautemps a besoin de la confiance des banques. Il ne peut obtenir leur appui total qu'à condition de se mettre entièrement sous leur tutelle, d'exécuter leurs ordres, de les laisser gouverner en fait.

C'est là l'aboutissant logique et inéluctable de toute la politique des gouvernements de Front populaire de Blum à Chautemps.

C'est aussi le résultat de l'abandon de la lutte révolutionnaire en juin 1936. Du jour où la classe ouvrière a cédé au chantage de ses chefs et de ses élus, la partie était gagnée par le capitalisme. Il s'agissait de reprendre un à un, avec la complicité ou l'assentiment des députés et des sénateurs de gauche, tous les avantages conquis par les ouvriers, pendant les occupations d'usines.

Rapidement et sûrement le patronat s'est mis à l'œuvre. Les gouvernements de front populaire l'ont servi à merveille d'abord par la loi d'arbitrage obligatoire, puis en promettant la sabotage des conventions collectives.

La deuxième manche restait à jouer. Il s'agissait de faire accepter le « Statut du travail ». On comprend l'importance que pouvait avoir pour le capitalisme le vote de cette loi.

C'était le prolétariat ganotté, la grève interdite, en un mot la possibilité d'agir, de se

venger de juin 1936, sans craindre la réaction ouvrière.

Le coup est fait.

Messieurs les parlementaires du Front populaire ont passé le lacet au cou de la classe ouvrière ; le patronat peut jouer la belle, mais il veut dans son jeu les meilleurs atouts.

Les banques lâcheront leur or, mais il leur faut des garanties solides et c'est pour cela que M. Chautemps réclame les pleins pouvoirs et promet déjà des aménagements à la loi de quarante heures.

De deux choses l'une. Ou le cabinet démissionnera et il se formera un gouvernement d'Union nationale (quelle que soit son étiquette : front populaire élargi, cabinet de personnalités, etc., etc...) ou Chautemps obtiendra les pleins pouvoirs et le résultat sera le même.

De toute façon les banques gouvernent et les 200 familles qui devaient balayer le gouvernement de front populaire reprennent effectivement la direction des affaires.

Passerons-nous pour des démagogues si nous disons que nous assistons à l'enterrement du Front populaire, qui est mort avec le gouvernement Chautemps-Sarraut ?

lib

L'action directe et le statut moderne du travail

par Sébastien FAURE

« L'ACTION DIRECTE court présentement un péril mortel. »

« Toutes les Forces de Domination et d'Exploitation sont coalisées contre elle, en un complot infamement mieux organisé que celui des Cagoulauds. »

C'est en ces termes (1) que s'achevait mon précédent article.

Je dois donc, aujourd'hui dénoncer ce complot, en préciser les auteurs, en dévoiler les dessous, en faire connaître le but.

Les auteurs du complot en question, je les

ai suffisamment désignés ci-dessus : les uns opèrent sur le terrain politique et les autres sur le terrain économique ; les premiers détiennent les Forces de Domination, c'est-à-dire l'Etat ; et les seconds détiennent les Forces d'Exploitation, c'est-à-dire le Capital.

On ne manquera pas de penser et de me faire observer que cette alliance plus ou moins secrète du Capital et de l'Etat est un fait connu et constant et que, conséquemment le complot politico-économique dont je parle existe à l'état permanent et que le démasquer, c'est enfoncer une porte ouverte.

Cette observation est exacte et je me gardai bien d'en contester le bien-fondé.

Toutefois, dans le complot dont il s'agit et qui se propose de tuer l'Action directe (force principale et, peut-on dire unique du prolétariat organisé en vue de son affranchissement), dans ce complot, dis-je, il y a ceci de tout à fait nouveau et de capitale importance : que, dans la pensée d'une foule de travailleurs, les Forces de Domination que synthétise l'Etat, ont, en France, changé de position, grâce au gouvernement de Front populaire, depuis mai-juin 1936. Cette idée est fort répandue.

Si j'observe de près et impartialement l'état d'esprit actuel des masses inféodées et même simplement sympathisantes au Parti socialiste, au Parti communiste, à la C.G.T. unifiée, masses auxquelles il convient d'ajouter les suivants fort nombreux des groupements et organisations qui marchent avec le Rassemblement populaire, je constate que le triomphe électoral du Front populaire et la prise de possession du pouvoir gouvernemental par les chefs de ce conglomerat politique ont eu pour effet de donner naissance à une mystique entièrement nouvelle et des plus maléfiques.

Astucieusement créée et savamment entretenue et développée, cette mystique tend à faire accroître aux prolétaires que le Gouvernement actuel a cessé d'être aux ordres de la bourgeoisie capitaliste et qu'il est devenu la « chose » et l'appareil de libération des opprimés et exploités.

Cette mystique a pour conséquence de

(Voir dans le *Libertaire* n° 590, portant la date du 24 février 1938, mon article sur *L'Action directe*.)

LE 18 MARS !

Fête de la S.I.A.

On trouvera le programme, tout à fait excellent, en quatrième page. Cette fête se déroulera grande salle de la Mutualité, le vendredi 18 mars, dès 20 h. 30. Tous nos lecteurs voudront y assister, puisqu'ils passeront une agréable soirée tout en procurant des ressources pécuniaires à la S.I.A.

Charles ROBERT.

(Voir suite page 2.)

Les 200 familles au pouvoir !

Le visa espagnol est enfin accordé

Nos délégués n'avaient pas obtenu le visa espagnol et ne pouvaient se rendre à Barcelone y remplir leur mission. De là, nos protestations dont on prendra connaissance en quatrième page.

Malgré tout, nous ne nous donnions pas pour battus et notre ami Ander, qui a précédé à Barcelone la délégation de la S.I.A., agissait là-bas en conséquence et en accord avec nos camarades espagnols. Non sans résultat, comme on va le voir.

En effet, nous apprenions de Barcelone, vers midi, hier mercredi, alors que les pages de la S.I.A. étaient clichées, que le gouvernement Negrin donnait des ordres à son ambassade de Paris afin que les passeports de nos délégués soient immédiatement visés.

Notre manifestation du 25 mars est donc reculée de quelques jours. Elle n'aura, d'ailleurs, tout au moins nous l'espérons, pas le même but. Nous voulons croire que nos délégués, retour d'Espagne, l'utiliseront pour faire connaître de bonnes nouvelles.

Doutreau sera libéré dimanche

Notre ami Maurice Doutreau, ayant purgé sa peine sera libéré dimanche prochain.

Tous nos lecteurs et amis verront avec plaisir notre camarade reprendre sa place dans l'équipe des dévoués propagandistes de nos idées.

LA MAIN TENDUE...

La religion reste l'opium du peuple

par Emilienne MORIN

Les anarchistes ne peuvent rester indifférents aux « consignes » plus ou moins heureuses lancées par les partis politiques ; la plus récente et la plus discutée est celle de « la main tendue ». Nous allons y apporter nos objections, sans animosité d'aucune sorte.

La main tendue aux catholiques ? Si vous voulez ! Cette tactique ne nous inquiète pas, car nous sommes persuadés que les résultats qu'elle peut apporter prouveront, mieux que n'importe quelle polémique, l'erreur de ceux qui en font une arme politique !

Analysons, en effet, tranquillement, sans parti-pris de doctrine, la formule déjà fameuse. Tout d'abord, pourquoi borner cette mansuétude aux seuls catholiques ? Tendre la main aux « croyants », allons-y, mais alors à tous les croyants : protestants, juifs, mahométans, etc... Pourquoi pas ? Ce sont tous des hommes, après tout, des créatures humaines susceptibles de souffrir demain des mêmes calamités.

Seulement, il ne faut pas confondre « chrétien » et « catholique ». Le vrai chrétien (espèce presque épuisée sur la surface du globe) serait certainement à nos côtés, aux côtés de tous les révolutionnaires, pour lutter contre la guerre qu'on veut nous imposer, en vertu du « tu ne tueras point ». Mais, quels sont les croyants qui se sont élevés jusqu'à maintenant contre le massacre de tout un peuple ? Le représentant de Dieu sur la terre a-t-il excommunié, comme il aurait dû le faire, les assassins des catholiques basques ? A-t-il lancé l'anathème contre les destructeurs de Guernica ? Non ! L'Eglise catholique qui, après tout, ne s'entend pas trop mal avec Mussolini, observe un silence prudent, donc complice. Toute la racaille militaire de la vieille Espagne prétend mener une croisade sacrée au

nom de Dieu et du Roi ; prêtres et militaires sont étroitement associés dans cette besogne criminelle. Nous ne pouvons oublier les « doux pasteurs » qui nous tiraient dessus, en juillet 1936, derrière les grosses pierres de leurs églises...

Certes, nous devons reconnaître que quelques prêtres se sont élevés contre le fascisme, mais leur protestation n'a pas eu d'écho dans le monde des soutanes. La grande majorité des gens d'église est sympathique à Franco et ses complices, ce qui est parfaitement naturel. En effet, les catholiques sont gens adversaires de tout progrès social, auquel ils opposent la doctrine de résignation : « Mon royaume n'est point de ce monde ». Ils fuient les vicissitudes de la vie ; ils n'aiment pas la lutte et cherchent un « refuge » dans l'obscurité des églises. Gens timorés (lorsque le fanatisme ne les pousse pas à prendre un fusil contre nous) que pourraient-ils faire aux côtés de ces fous de révolutionnaires qui veulent chambarder le vieux régime branlant ?

Pour notre part, nous ne sommes point des violents par goût, comme on le prétend. Si nous pouvions obtenir une société plus équitable, fonctionnant au seul profit des collectivités et de l'individu, du peuple enfin, sans devoir échanger des coups, nous en serions ravis ; mais quel est l'ingénu qui peut croire encore à cette « évolution sans violence » ?

Pouvons-nous oublier que le Pape a envoyé son représentant à Salamanque ? Pouvons-nous ignorer que toutes les « victoires » des fascistes espagnols (qui ont vendu leur propre pays aux envahisseurs étrangers), sont toujours fêtées par de grandes cérémonies religieuses ? Sabre et goupillon, éternels complices contre les forces de progrès et de liberté... (Voir suite page 6.)

Autour du fumier stalinien

(Suite de la 1^{re} page.)

La G.P.U. possède-t-elle des moyens de pression qui détruisent la volonté ?

Ce sont des questions auxquelles nul n'est capable de répondre pour l'instant.

Le procès a soulevé de nombreuses protestations dont la plupart sont de pure forme. La F.S.I. et l'I.O.S. ont protesté ainsi que la Ligue des Droits de l'Homme et le Comité de Vigilance Antifasciste. Toutes ces protestations, d'un ton indigné et pleurnichard, sont inspirées par la crainte de voir l'alliance franco-russe compromise.

On se garde bien de préconiser le moindre geste susceptible d'empêcher la pourriture stalinienne de débordier les frontières de l'U.R.S.S. et d'empoisonner le mouvement ouvrier.

Pouvait-on attendre autre chose des hommes dont la politique a amené Hitler au pouvoir et qui s'honorent d'avoir eu comme ami un Noske ? Les dirigeants du parti S.F.I.O. ont dû sacrifier les emprisonnés mencheviks lors de la signature du fameux pacte d'unité. En Espagne, Staline et Prieto sont d'accord pour emprisonner les antifascistes !

La répression en Russie ne date pas d'hier. Pendant des années, les anarchistes Baron, Barnasch, Borovoi, Rosdard ont été enterrés dans les prisons bolchevistes et les deux derniers y sont morts.

On vient d'annoncer que Staline prépare une prochaine charrette. Les socialistes révolutionnaires de gauche, Karelina et Kamkov, emprisonnés depuis les événements de juillet 1918, seront jugés pour avoir comploté contre Lénine en 1918.

Il est temps que les travailleurs se lèvent pour mettre fin aux tristes exploits du fou du Caucase.

CHARLES ROBERT.

P.-S. — Nous donnerons dans notre prochain numéro quelques détails sur l'activité des socialistes révolutionnaires de gauche, sur l'assassinat de Mirbach et la tentative de renverser le gouvernement de Lénine en juillet 1918.

Pour une politique réaliste

(Suite de la 1^{re} page.)

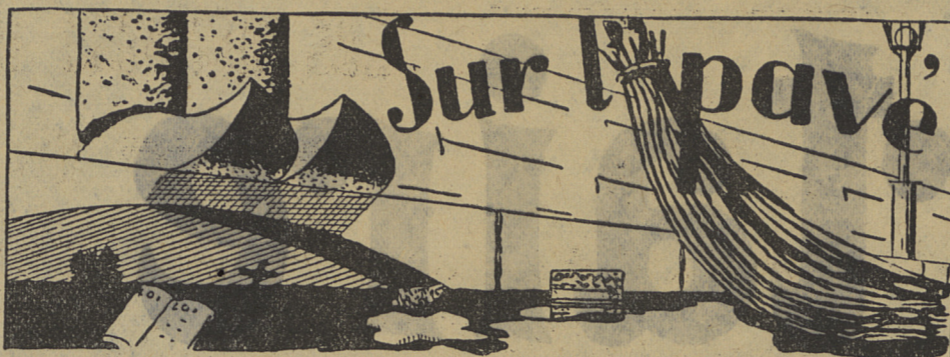
Nous envisageons sous cet angle la question coloniale — question cruciale — que le ministre nazi Walther Funck vient de poser à nouveau, dimanche dernier, dans le discours qu'il a prononcé pour l'inauguration de la Foire de Leipzig. « Les clauses coloniales de Versailles », a déclaré l'Allemand, ont eu le caractère d'une punition déshonorante infligée à l'Allemagne ». Il réclame donc, non pas des crédits qui remettraient l'Allemagne sous le joug de la finance, mais la rétrocession des colonies ravies à son pays en 1918. Au risque de provoquer l'indignation patriotique de ces messieurs du Front populaire — Sérois en tête — qui se sont découverts une âme impériale et qui entendent bien garder le Cameroun et le Togo, nous osons affirmer que la restitution des colonies allemandes aurait dû figurer depuis de longues années dans les programmes des partis et des syndicats ouvriers. Sans vouloir, le moins du monde, abandonner quoi que ce soit de nos convictions anti-colonialistes, nous prétendons que, dans l'état actuel des choses, cette politique concrète aurait l'immense avantage de rendre au prolétariat français sa vraie figure et permettrait sur le plan international un véritable renversement de la vapeur. Le fascisme en serait, nous n'en doutons pas, atteint dans ses œuvres vives, aussi bien en France qu'en Allemagne, dans le même temps où l'unité internationale serait à nouveau unifiée. Une détente salutaire pourrait s'ensuivre. La guerre internationale reculerait tandis que seraient dissipées toutes les équivoques qui dressent les peuples les uns contre les autres. L'ennemi commun de tous les travailleurs, le régime capitaliste, apparaîtrait aux yeux enfin dessillés. Une clarté brutale ferait apparaître, ici et là, sa nocivité meurtrière. Les ouvriers allemands et italiens enrôlés pour combattre la révolution espagnole laisseraient tomber leurs armes.

Utopie ! déclarent nos grands politiciens qui ne montrent quelque décision que lorsqu'il faut voter de nouveaux crédits militaires. Savoir ! Nous prétendons que la politique concrète que nous préconisons, à la fois réaliste et révolutionnaire, est actuellement encore susceptible d'obtenir de rapides résultats. Les peuples n'attendent que cette résolution hardie pour désertir les faux dieux qu'on leur demande d'adorer.

Mais n'attendons pas qu'il soit trop tard. Sachons bien que si nous ne prenons pas le parti de rompre avec notre impérialisme, il ne nous reste plus qu'à accepter la guerre ou à nous en remettre à la force du soin de maintenir encore quelque temps la paix. Nos hommes de gauche ne comptent que sur la force. Ils somment le gouvernement de se montrer plus ferme. Georges Sullé pense qu'il est temps de donner le coup de couteau qui pourra, peut-être, intimider l'Allemagne. Julien Benda regrette que les gouvernements français se soient montrés trop faibles avec l'Allemagne, n'espèrent plus qu'en la France de Clemenceau.

Nous devons bien comprendre qu'il nous faut, nous aussi, faire un choix. Nous choisissons l'internationalisme prolétarien.

LASHORTES.



PROPOS D'UN PARIA

Les leurs... et les nôtres

Notre joyeuse « consœur » l'Huma fulmine contre les journalistes de droite et de gauche qui non seulement ne prennent pas au sérieux le monstrueux procès de Moscou, mais s'indignent de tant d'incohérence, d'affirmations saugrenues, voire de la mise en cause de personnalités, qui ne s'attendaient certes pas à être citées à cette occasion.

Ne parlons plus de ce vieux Cachin, habitué depuis que le parti communiste existe en France à suivre, délibérément, le chemin tracé par la coterie au pouvoir, reniant et piétinant sans vergogne ses amis d'hier.

Victor Méric dans « Coulisses et Tréteaux » a dit excellemment ce qu'il fallait penser de ce « brave homme ».

Mais l'Huma possède un phénomène qui ferait un parfait moniteur de complot si son parti prenait un jour le pouvoir. Cet esprit imaginaire — qui doit revenir cher à son journal — ne craint pas de comparer notre « cagoule nationale » au complot permanent grâce auquel Staline et ses amis se débarrassent de tous ceux qui pourraient les gêner dans leur absolutisme.

Je ne crois pas que notre gouvernement « démocratique » soit plus bête qu'un autre, et qu'il ne sache pas depuis longtemps les détails de la fondation, du fonctionnement du C.S.A.R. et l'origine des fonds dont il dispose.

Seulement, il y a certainement, à ces origines mêmes, des personnages troubles, à plusieurs faces, et qu'il serait peut-être imprudent de faire sortir de l'ombre.

Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire et certains procédés se retournent parfois contre ceux qui les ont employés.

En Russie, on ne craint rien de tout cela. Les emprisonnements d'hier sont les tortures du lendemain.

Au banc des accusés sont des loges humaines, d'une aboutie intégrale et qui avouent, qui avouent !

Nous n'en sommes pas encore arrivés, heureusement, à ce degré de perfection dans la façon de rendre la justice.

Bien que, évidemment, tout ne se passe pas, en notre douce France, aussi bien que nous le voudrions.

Le « cagouillard » duc Pozzo di Borgo qui vient de goûter pendant une centaine de jours aux joies de la Santé, aux promiscuités de la Souricière, a été à même de faire de salutaires observations.

Je citerai seulement celle-ci.

Comme il demandait à un détenu qui venait d'être condamné pour vol pourquoi il ne travaillait pas, ce dernier lui répondit :

CHRONIQUE DES QUATRE MURS

France, pays d'élevage

Réputé de droite à gauche, des démocrates populaires aux communistes stalinien, de Tixer-Vignancour à Jacques Duclos, le cri d'alarme de la nation en péril retentit : « La France se dépeuple ! ». Et toutes les personnalités du journalisme ou de la politique, même les moins qualifiées sur le sujet, tel M. Léon Bailly qui est « tante » et par conséquent inapte à la reproduction (fort heureusement, d'ailleurs), jusqu'au cardinal Verdier, membre d'une corporation dont l'action repopulatrice est expressément occulte prennent en chœur la patriotique exhortation : « Faites des enfants, faites des enfants ! »

Naturellement Clément Vautel, jamais en retard lorsqu'il s'agit d'une salopierie, donne aussi de la voix. Et, partenaire digne de lui, le jésuite Florimond Bonte de reprendre à la cantonade.

Chacun dénonce les raisons de cette « calamité », les facteurs de cette « catastrophe » qu'est la dénatalité de la France. Le sénateur Pernot, ex-ministre de la « Justice » déplore l'abandon des principes religieux, souverains parait-il pour la fécondation.

Un autre déclare sans rire, qu'il faut combattre les exhibitions indécentes. La nudité prétend-il n'encourage pas à la procréation. Reconnaissons-le : si la Nature en imposant aux êtres l'obsédant besoin sexuel ne fait en cela que poursuivre son but de conservation de l'espèce, si, comme l'assurent les docteurs, la conception de la beauté pour chaque sexe n'est que le jugement inconscient de l'aptitude du partenaire à la reproduction, nous ne pensons point en effet que la contemplation de Clément Vautel, du sénateur Pernot ou de Florimond Bonte dans le plus simple appareil soit de nature à provoquer chez les femmes une recrudescence de l'instinct génésique. Pire : un tel spectacle s'offrant aux yeux des femmes déjà primitivement engrossées ne pourrait avoir que de funestes conséquences et déterminer cet accident qu'on appelle « raté » en terme de mécanique automobile et fausse couche en langage gynécologique populaire.

Mais il ne suffit pas de révéler les causes profondes ou superficielles du mal. Il est préférable d'y apporter des remèdes. C'est à cette tâche que s'est appliqué un de nos distingués parlementaires, de M. de St-Just.

Assez sympathique aux méthodes en vigueur chez Hitler et chez Mussolini, M. de St-Just, conscient de ce qu'un être capitaliste l'argent est le nerf moteur de toute activité, propose le « prêt aux jeunes mariés ». « Beaucoup de jeunes gens, dit-il, voudraient s'unir qui ne le peuvent à cause de leur pauvreté. Il appartient à

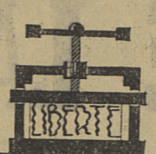
— Toi qui as des sous, tu en donnes souvent du travail à des repris de justice ?

« Tout le drame est là ! » conclut notre cagouillard-duc.

Oui, une partie du drame est là. Et la prison aura au moins eu ce résultat, de le faire comprendre à « un de ceux qui ont des sous ».

Larue-Michel.

UNANIMES !



Candide nous relate que dans une intervention à la tribune de la Chambre, le député de droite François Valentin, parlant des colonies françaises, s'écria pathétiquement :

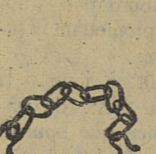
« La France éduque, ennoblit, élève ! c'est son honneur. »

« Les applaudissements fusèrent, d'un bord à l'autre, unanimes », ajoute le torchon fasciste.

Ceux qui veulent se documenter sur cette « éducation » apportée aux indigènes peuvent lire les enquêtes de Félicien Challaye, voire même simplement d'André Viollis. Ils verront la place qu'y tiennent la chicotte et autres tortures. Qu'ils se souviennent des malheureux crevant dans les bagnes de Poulou-Condor et du Sud tunisien. Qu'ils se rappellent Met-laoui, Gafsa, etc...

Et qu'ils jugent comme il convient les députés socialistes et communistes qui furent unanimes avec les droites à applaudir l'affirmation odieuse de leur collègue fasciste.

LA RETRAITE AUX VIEUX



On y viendra ! On y viendra ! Il n'y a qu'à faire confiance au parti communiste qui saura faire voter cette loi par le Parlement.

Ce dernier connaît très bien du reste ce genre d'opération où il s'agit de toucher de l'argent (voir le dernier vote sur 22.500 fr. d'augmentation).

C'est le P. C. qui est le plus fort dans tout cela, reportez-vous aux affiches sur la journée nationale des vieux travailleurs qui doit avoir lieu le 12 mars, et vous comprendrez... ou ne comprendrez pas.

L'affiche examine d'une manière normale le problème de la retraite. On nous rappelle l'espoir de nos pères républicains dans cette si juste réforme.

Enfin, en gros caractères nous voyons, comme des cheveux dans la soupe : « Français, unissez-vous »...

Seul, Casimir de La Rocque nous paraît capable d'expliquer cet appel à la réconciliation.

LES TARTUFFES



Dans le même temps qu'elle protestait contre les rigueurs du système pénitentiaire dont les cagouillards étaient victimes, la presse de droite s'étendait complaisamment sur les mérites du chat à neuf queues. Le Journal, organe des Sans Haine ne resta point en arrière sur ce palpitant sujet et après Vautel qui réclamait le rétablissement du fouet en France, voici ce qu'écrivait en première page dernièrement un médecin qui collabore régulièrement sous le pseudonyme de Dioscoride à la feuille profasciste :

Il est donc regrettable que l'obstination de certains délinquants dans leurs méfaits oblige, à notre époque, malgré les progrès que notre conscience a faits dans le domaine humanitaire, de recourir à ces supplices. Malheureusement, l'expérience a démontré que ce sont les seuls qui atteignent leur but, c'est-à-dire provoquent la terreur et écartent l'idée de la récidive.

Hélas ! Il nous faut bien admettre le fouet, puisqu'il est démontré que seul il possède cette vertu d'« exemplarité » qui est à la base de toute répression.

N'est-ce point là une merveille de jésuitisme ? Ajoutons que Dioscoride est inscrit aux S. H. Traduisons : Salauds, Hypocrites.

UN CHIEN HERITIER



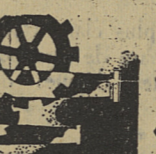
De toutes les stupidités du régime capitaliste, l'héritage à toujours tenu une place importante. Mais où la sottise atteint ses bornes, c'est lorsque l'héritier est un chien.

Ainsi Spitz, chien esquimau, hérite de sa maîtresse près d'un million. Miss Margaret Mc Demott laisse une fortune de 30.000 dollars à son chien qui est son légataire universel.

Cela se passe en Amérique, cette démocratie avancée, et le tribunal civil de Chicago n'a fait aucune difficulté pour reconnaître le testament, et Spitz, chien tout blanc pourra vivre de ses rentes.

Il est vrai que les juges ont accordé leur confiance au chien, parce qu'ils ne pouvaient s'approprier cette somme en la transmettant au gouvernement... il y avait des parents de la défunte qui étaient prêts à attaquer une semblable sentence.

INCONSCIENCE, OU COMPLICITÉ ?



Le Syndicat des Métaux de la R. F. a créé un centre de rééducation des chômeurs. Et tout le monde d'applaudir. L'Œuvre fait même ressortir que si, pour entrer au centre officiel — celui de l'Etat — il y a une limite d'âge, chez les métallos, il n'y en a pas. Tout est bon, jeunes et vieux. C'est que, vu l'imminence de la prochaine tuerie, il faut absolument des spécialistes pour usiner rapidement les engins de mort. Vive la défense nationale, qu'on vous dise. Et je te présente les futurs rééduqués dans les actualités cinématographiques. Il ne manque que les Timbaut, Doury et autres patrio-coccardards. Le plus triste est de constater que les chômeurs se laissent prendre à l'appât. La faim ne serait-elle plus bonne conseillère ?

SOUFFLE REPUBLICAIN



Après l'arrestation de notre camarade Douteau par les procédés réservés aux « criminels dangereux » et son inique condamnation, nous apprenons qu'un militant du parti socialiste Jean Burduche est arrêté depuis 43 jours pour avoir répondu par un coup de poing aux provocations d'un fasciste. C'est après 43 jours de détention que le juge d'instruction Charpentier a condescendu à faire subir le premier interrogatoire à ce militant ouvrier.

Le Populaire qui relate le fait demande ingénument : « N'y a-t-il pas un Parquet et un Garde des Sceaux républicains ? »

Mais oui. Il y a même un souffle « républicain » que le Front populaire devait faire passer dans la magistrature. Mais le Front populaire est poitrinaire. Il « s'en va de la caisse », (aux deux sens du mot). C'est pour quoi les magistrats, presque tous réactionnaires, se foutent un peu de son haleine !

Ce n'est que quand les ouvriers révolutionnaires passant à l'action directe, chasseront les chats-fourrés à coups de pied aux fesses que se lèvera l'aurore de la liberté individuelle.

NAPOLEON AVEC NOUS



Après Jeanne d'Arc, fille du peuple, le parti communiste vient de découvrir un nouveau fils du peuple et de s'empresser de l'annexer. Il faut reconnaître que ce nouvel annexé manquait vraiment à la collection ; il est digne de figurer entre le génial Staline et l'autre fils du peuple, le bien aimé Maurice, il s'agit de Napoléon lui-même.

L'Humanité du 2 février et du 2 mars propose une souscription, où elle s'inscrit pour 2.500 francs, ainsi que le parti communiste pour une somme identique, pour acheter les lettres de Napoléon qui ont été vendues à Londres. Les Nacos veulent protéger le patrimoine français. Ils ne veulent pas que les lettres d'un grand Français tombent dans des mains étrangères. Quelle belle leçon de patriotisme ils donnent à tous nos nationalistes.

Ce qui a appartenu aux Français doit revenir à la France ; s'écroule-t-elle ?

Comme nous comprenons ce noble sentiment, nous proposons que l'Huma ouvre une souscription, pour acheter l'épée du vieux Brennus et la hache du Grand Ferré, deux fils du peuple un peu trop oubliés.

Monsieur Dubalai.

CHARLES D'AVRAY

Audition des œuvres anarchistes

Charles d'Avray rappelle aux camarades que c'est le vendredi 11 mars, à 21 heures, chez Roger Tozini (Gaharet de la Vache enragée, 58, rue Gustine), qu'il donnera une audition complète de ses œuvres anarchistes. Cette audition sera divisée en 3 parties. 1^{re} partie : Une rétrospective de la chanson anarchiste pendant la période d'action de 1897 à 1906.

2^e partie : De l'éducation anarchiste par la chanson de 1906 à 1914.

3^e partie : L'après-guerre et la chanson anarchiste au service de l'époque.

Notes et Glanes

♦ Sans Haine ! a subitement pensé Lucien Descaves. Et de vouloir aussitôt imposer à tous les autres bipèdes sa conception des rapports entre humains. C'est à voir... Et, même, de très près.

♦ Evidemment, vivre sans haine, sans envie, sans jalousie, serait parfait. Mais cela implique obligatoirement la disparition de la charogne de société dans laquelle nous nous débattions, par laquelle nous étions, et l'avènement de la société libérale. Alors, à moins d'être naturellement vicieux, la haine sera inconnue des hommes.

♦ Oui, mais, en attendant, notre devoir est de haïr, et, aussi, d'enseigner la haine. Je m'explique.

Si, à l'instar de Lucien Descaves, nous disons au prolétaire d'aimer son patron sans haine, il sera toujours réfractaire. Si nous lui conseillons de bannir la haine de son cœur et d'aimer flics et gradailles, il est sûr d'avoir la gueule cassée au prochain tournant de rue... ou de tranchée.

Mais si, au contraire, nous lui disons : il faut haïr les maîtres, tous les maîtres, du juge au patron, en passant par le flic et le militaire, parce que, eux disparus, tu pourras enfin vivre librement, si nous savons lui inculquer cette haine des oppresseurs, de tous les oppresseurs, assez profondément pour que, enfin, il se révolte contre eux et les anéantisse, nous pourrions tous, après, vivre sans haine.

♦ L'ignoble stipendié Cachin, cet être vil et faux, plus sournois qu'un jésuite, cet amalgame de lâcheté, de servilisme, de flagornerie qui fut tout à tour antipatriote et patriote, pacifiste en temps de paix et jusqu'au boutiste en temps de guerre, herenskyte et stalinien, bref, celui qui de tout temps a toujours hurlé avec les loups, vient de se salir un peu plus, s'il est possible.

Dans l'« Huma » du 2, il se répand servilement sur ce qu'il est convenu d'appeler le procès de Moscou. Et de terminer comme suit son oratoire : « Et si le crime est prouvé, s'il est avoué, alors qu'on ne s'étonne pas de la fermeté des juges ! Qu'on songe plutôt à imiter la vigilance des magistrats soviétiques contre les saboteurs et les traîtres à leur patrie. Nos amis espagnols comprennent bien ce que nous voulons dire ».

Ainsi, au moment où nous luttons de toutes nos forces pour arracher des prisons espagnoles nos camarades antifascistes, détenus par Negrin pour faire plaisir à ses alliés de Moscou, ce qui s'appelle Cachin trahit l'assassinat pur et simple de nos amis, comme en Russie. Et l'on voudrait que je parle sans haine de ce voyou ? Non ! sans blague ?

MAURICE.

HENRI GUERIN.

La collectivité d'Alcazar de Cervantes

Cette ville, située dans la province de Ciudad-Libre (anciennement Ciudad-Real) n'a pas perdu sa physionomie d'autrefois. Dans l'une des rues, nous contemplons une plaque attestant qu'ici a vécu le « prince des ingénieurs » et sans le vouloir, nous ressentons de l'admiration, car si Cervantes s'est immortalisé par Don Quixote de la Mancha, cette modeste maison le vit naître.

Politiquement parlant, les gauches prédominaient depuis longtemps et eurent un grand succès aux élections de février 1936. Quant aux organisations ouvrières, l'U.G.T. était alors en tête, et maintenant la C.N.T., et elle marchent ensemble.

Le 19 juillet, lors des événements révolutionnaires, fut constitué un comité municipal de la ville dans laquelle ont trouvé asile un grand nombre de réfugiés. Le Conseil municipal s'est constitué avec cinq socialistes, sept membres de l'U.G.T., cinq de la C.N.T., deux de la gauche républicaine, deux du parti républicain autonome et un du parti communiste, prenant pour président un socialiste.

COLLECTIVISATIONS

L'organisation confédérale commence le développement économique d'Alcazar en collectivisant toutes les industries dont la production devait être le tonique de la nouvelle vie sociale et économique du pays. Entre elles figurent une fabrique d'alcools, toute l'industrie meunière, les ateliers mécaniques et arts graphiques existant dans la localité. Ensemble, avec l'U.G.T., furent créées à bonne fin les collectivisations des industries du bois, des coiffures et des collectivités paysannes.

L'INDUSTRIE COLLECTIVISEE

Au mois de mars 1937, les affiliés de la C.N.T. installèrent dans une maison abandonnée un atelier métallurgique. Quelques petits propriétaires d'ateliers du même genre s'y intéressèrent et participèrent à cette œuvre qui a aujourd'hui un parfait développement.

L'atelier commença son exploitation sans aucun capital initial, uniquement les outils cédés par les collectivistes et le matériel dont disposaient les petits propriétaires. Des salaires de quinze pesetas par jour furent stipulés pour les constructeurs et maîtres mécaniciens et douze pesetas pour les aides.

COLLECTIVITES PAYSANNES

En octobre 36, sous l'égide des deux grands syndicats, la collectivité de paysans fut formée et un grand nombre de propriétaires y apportèrent leurs biens. Sur cinquante-trois hectares que comporte ce secteur, trente-cinq entrent dans la collectivité.

Les principales productions sont, dans l'ordre, la production vinicole et les céréales.

Autrefois, les quantités obtenues, principalement dans les céréales, étaient insignifiantes ; elles ont atteint 35.000 quintaux de blé et 29.000 quintaux d'orge.

Au fonds de la collectivité entrent également 1.800 moutons et 400 moutons, ainsi que trois tracteurs et divers outils de labour. Les bénéfices obtenus par la collectivité sur les bêtes s'élèvent à 211.792 pesetas depuis la formation de la collectivité.

COMITE ADMINISTRATIF

L'assemblée générale a élu un comité administratif qui a à sa charge l'organisation et la distribution du travail à effectuer, ainsi que l'administration des biens collectivisés ; il est composé de trois membres de l'U.G.T. et trois de la C.N.T.

Le président est un vieux paysan et petit propriétaire appelé Vidal Cruz, appartenant à l'U.G.T. Il est le premier à se montrer plus satisfait qu'autrefois de la nouvelle organisation.

La collectivité compte aussi sur ses caves pour la fabrication du vin ; la récolte dernière de raisin a atteint trois millions de kilos : une partie fut réservée aux collectivistes pour leur consommation.

AVOIRS ET RETRAITES

Les salaires établis ont un caractère familial ; ils sont fixés à huit pesetas par jour au chef de famille et cinquante centimes en plus pour chaque enfant de moins de 14 ans.

La collectivité a constitué aussi un fonds de retraite dont profitent déjà huit hommes et une femme qui peuvent rester sans travailler. De plus, en cas de décès d'un camarade, sa veuve touche le même salaire, ou bien son fils aîné s'il n'a pas encore formé une famille indépendante.

En cas de maladie, les collectivistes reçoivent le salaire entier aussi longtemps que dure celle-ci. La collectivité prend à sa charge tous les frais.

La collectivité a voulu mettre en évidence que la coopération de toutes les idées et volontés à une seule fin dans la nouvelle structure économique et sociale de notre peuple, est l'unique façon de démontrer notre puissance créatrice aux yeux de tous. Elle entreprend des ouvriers de toutes les nuances et qui n'ont qu'un objectif : liberté sociale dans une économie organisée.

FABRIQUE D'ALCOOLS COLLECTIVISEE

La C.N.T. a pris aussi l'initiative de collectiviser la fabrique d'alcools qui fut formée en septembre 36 avec tous les ouvriers qui la composaient. L'ancien propriétaire en faisant aussi partie. Elle fut nommée « Collectivité le Progrès C.N.T. ». L'on procéda avant toute chose à un inventaire général qui donna pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin. Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité pour étudier les problèmes ayant trait à la production.

Des dispositions sont aussi prises en ce qui concerne les salaires et autres avantages dont profitent les ouvriers désormais.

Pour tous ceux qui ont connu l'effarante exploitation dont était victime le prolétariat espagnol en régime capitaliste, et dont nos camarades français ne se font pas toujours une idée exacte, tout cela représente un très grand pas en avant.

C'est la meilleure preuve que les ouvriers peuvent diriger leur économie eux-mêmes et ces réalisations sociales constituent la meilleure œuvre constructive et révolutionnaire.

La lutte fantastique des Asturies

Le Comité Péninsulaire de la F.A.I. nous fait parvenir quelques renseignements sur l'étonnante lutte soutenue par nos camarades des Asturies.

Après avoir rappelé les facteurs qui ont le plus contribué à perdre le front des Asturies : manque de fortifications, incapacité du commandement exécutif par l'isolement du reste de l'Espagne, mais surtout écrasante supériorité du matériel de guerre italo-allemand.

Il y eut des trahisons au sein de l'armée et dans les hautes sphères du commandement ainsi que l'ont prouvé plusieurs faits : les plus fortes pressions ennemies ayant lieu, par exemple là où les points étaient les plus faibles, etc. Enfin le formidable encombrement de la population dans laquelle dominaient femmes et enfants n'était pas fait pour faciliter les mouvements de troupes.

Le Gouvernement abandonna les Asturies à leur propre sort dès le commencement de l'offensive (14 août). Le ravitaillement en munitions cessa, nos camarades ont vécu sur leurs propres forces.

Un autre aspect qui ne convient pas d'oublier est que vingt-deux bataillons de nationalité basque cessèrent de combattre avec efficacité dès la chute de Bilbao, l'affaire ne les intéressant plus.

Quant à la chute de Santander, les éternelles discussions de complaisance entre les partis socialistes et communistes, et l'excès d'optimisme ont fait beaucoup dans la chute de la ville. La C.N.T. et la F.A.I. furent maintenues en dehors des activités politiques. A la guerre nous n'avions aucune participation sauf sur le front. Toutes les obstructions furent mises en œuvre pour nous empêcher de prendre un commandement. Cependant les organisations C.N.T. F.A.I. furent à la hauteur des circonstances. Ses deux bataillons les 122 et 126 furent les derniers à se retirer après des pertes considérables, de Santander vers les Asturies.

La résistance fut extrêmement tenace et soutenue de la part de nos forces, des gestes admirables furent accomplis. Le 214 par exemple ayant épuisé toutes ses munitions (des bombes à main pour faire face à l'artillerie et à l'aviation) termina la lutte... avec des pierres ! La lutte prit un caractère farouche qui fit durer très longtemps la résistance des Asturies là où nos camarades avaient la plus forte participation dans la politique et la guerre contrairement à Santander et Bilbao.

La perte totale du Nord eut lieu le 20 octobre 1937. Depuis longtemps l'on ne pouvait plus fabriquer de dynamite par manque de glycérine. Quant à la fabrication des bombes à main et obus pour l'artillerie, nous manquions de manganèse, produit indispensable pour la fondrière.

Le gouvernement nous laissa complètement à l'abandon, malgré tous nos appels. Seul le *Reina de Panama* put entrer dans le port de Muelle avec un chargement de cartouches, du matériel antiaérien et des mitrailleuses. Il ne put être employé car il arriva trop tard. Devant les avances de plus en plus rapides de l'ennemi, les Asturiens durent se replier dans la montagne... et les nouvelles depuis plusieurs mois nous apprennent que la guérilla continue entre les fascistes et ces irréductibles.

VIENT DE PARAITRE :

Dans la Tourmente UN AN DE GUERRE EN ESPAGNE

C'est un récit complet des événements auxquels participèrent les forces révolutionnaires de la C.N.T. et de la F.A.I., depuis le 19 juillet.

Un volume de 330 pages, couverture illustrée, 12 francs. Franco, 12 fr. 80. En vente au libraire 9, rue de Bondy.

Les militants anarchistes MEURENT les politiciens RESTENT

C'est avec un profond sentiment de peine que nous suivons la presse espagnole de ces derniers jours. Il semble que nos camarades, après avoir perdu tant et tant de leurs, parmi lesquels Durruti, Fausto Falaschi, Ascaso, Teodoro Mora, Tomas Lallave, José Antonio Senderos, Enrique Obregon Blanco, Isaac Puente, Sanchez Rosa, Vicente Ballester, José Villaverde, Manuel Vergara, Alarido, Acin, Maria Cruz Silva, et des milliers d'autres noms qui nous échappent, mais tout aussi admirables ; il semble que la liste des anarchistes qui tombent chaque jour n'aura de fin.

C'est Arnal dont nous apprenons la mort aujourd'hui ; il était commissaire sur le front de Teruel. Il fut de ceux qui suivirent la colonne Durruti pour reconquérir l'Aragon et toute la Catalogne : il combattit avec eux. Plus tard, en raison de ses qualités d'organisateur, il fut partie du conseil d'Aragon avec Joaquin Ascaso, Montoliu, Vallano, Bueno et Miguel Chueca : l'Aragon libertaire naissait. Après la période de contre-révolutionnaire et les tentatives de sabotage de la part des communistes, Arnal revint sur le front où il vient d'être tué. Un autre camarade de la même trempe, Villanueva, venait de l'être peu de temps auparavant, ainsi que Luis Zugadi qui parlait encore récemment au Congrès des J.L.

Et ceci depuis des mois : de temps à autre quelque nom de militant dont on annonce la mort sur tel front.

Jusqu'au petit F.A.I. ; ce petit canon célèbre dans la colonne Del Rosal qui défendit Madrid avec les anarchistes, à la casa de Campo, à Pozuelo, à Arayaca et qui fit des merveilles vient d'être pulvérisé. Il était devenu un symbole.

Mauro Bajierra dans C.N.T. nous parle de lui, dans un article honteusement censuré. Il rappelle en passant ces colonnes de révolutionnaires qui sauvèrent Madrid, qui sans les syndicats et la F.A.I. ont succombé depuis longtemps.

Ghezzi en danger

Francisco Ghezzi, dont, ces temps derniers, nous annonçons l'arrestation par le Guépéou, est toujours emprisonné à Moscou. Nos appréhensions, nos craintes au sujet d'une grave menace suspendue sur lui sont amplement justifiées !

Une délégation de militants connus des syndicats parisiens a signalé à Jouhaux la tragique incertitude du sort de Ghezzi. Jouhaux lui assura qu'il parlerait pour tenter de sauver le révolutionnaire italien. Espérons que cette intervention ne sera point vaine, que Ghezzi, après avoir connu les prisons italiennes et allemandes, ne finira pas au fond d'une geôle stalinienne !

La grande presse ne fait pas, naturellement, la moindre allusion au cas de Ghezzi et de ses compagnons, alors qu'elle consacre de larges espaces au procès de Moscou. Cela se comprend ; en dehors du caractère sensationnel, donc intéressant du point de vue commercial, que comporte un tel procès, exposer longuement l'annihilation, la destruction par un nouveau régime, de ceux qui en furent les artisans et les chefs redoutés, contribue à répandre dans l'esprit des foules une idée fausse de la Révolution sociale. Pour ces foules, les événements dont la terre russe fut le théâtre et la prise du pouvoir par les bolcheviks ne sont-ils pas la Révolution, toute la Révolution ?

Et l'on voit aujourd'hui ceux qui, pris d'une épouvantable frousse, se sauvent, les politiciens professionnels : Miguel Maura conservateur réfugié en France après des déclarations à la Barrès à la presse. Certes il était plus vaillant comme ministre de l'Intérieur quand il faisait assassiner les martyrs de Casas Viejas et Arnedo, entre autres (l'homme aux cent huit morts l'appelle-t-on en Espagne). Portela Valladares le représentant de la grosse bourgeoisie qui ne fit rien et laissa progresser le soulèvement comme président du conseil : il vient maintenant s'exhiber dans les meetings pour l'Espagne à Paris. Ce farceur de Marcelino Domingo ex-ministre de l'Agriculture, de l'Instruction Publique et autres lieux ; il part pendant des mois au début du soulèvement au Mexique et n'en voulait plus revenir, jusqu'à ce que ces braves Mexicains lui eussent fait comprendre qu'ils l'avaient assez vu ; il est en France et écrit dans l'*Europe*, c'est moins dangereux. Il y a aussi Casares Quiroga ex-ministre de la Marine, de l'Intérieur, et autres lieux ; il alla au début du mouvement se faire photographier en costume de milicien, parmi des miliciens, puis rentra tranquillement à Madrid. Il est aussi en France. Et combien d'autres dont les noms sont moins connus et qui s'agitent à Paris... en vivant confortablement !

Ne pensons qu'à tous ces morts, à ces révolutionnaires qui, eux, ont donné de leur personne et souhaitons que les conquêtes révolutionnaires soient préservées afin que leur sacrifice n'ait pas été vain.

M. G.

Le Milicien

Il monte la garde, vêtu de la capote et du « bonnet » qui le transforme en soldat régulier. Il sourit et se résigne, mais dans le secret de son cœur, survit le « milicien ». Car il n'a point perdu contact avec le travailleur, avec le révolutionnaire qu'il était, il y a près de dix-neuf mois, et qui abandonna l'outil pour le fusil. Le milicien ne compte pas les jours ni ne pense aux rigueurs du temps. Un certain jour de juillet 1936, coïncidant en cela avec les fascistes, sa conscience de prolétaire se révolta et, se bouchant les oreilles, il fut emporté dans le tourbillon de la bataille. Ensuite... il affirmait son âme, acceptait l'infortune et l'infirmité, sans que pour cela s'éteigne en lui l'illusion des premiers jours ! Et ce jour-là, il se forgea de meilleures armes. Il renforça son courage. Et ce jour-là, il vainquit. Il ne se rend pas ; il ne s'avoue jamais vaincu, en dépit de l'épuisement de fureur, ses batailles, en dépit des blessures à peine fermées et dont le froid matinal ravive la douleur. Ses yeux sont consumés par la fièvre, sa face ridée prématurément... mais il ne veut pas de repos ! Il reste au front et participera à la dernière bataille comme il participa à la première, pour la gagner, guidé par son rêve révolutionnaire, illuminé par la force invincible de la raison. Le milicien veut gagner la bataille et être le premier à offrir la victoire à ceux de l'arrière, sans tambours ni fanfares... mais avec des blessures, des rides, de la fièvre... Estampe muette de la guerre. Estampe que le milicien veut graver dans la jeunesse ibérique, pour qu'elle ne l'oublie jamais ! Et c'est seulement après avoir transmis aux jeunes la véritable image de la guerre, que le milicien pourra oublier les sacrifices et le sang répandu...

(Traduit de C.N.T. — Madrid du 17 février.)

UNE COLLECTIVITÉ AGRAIRE :

Belver del Cinca

Notre camarade Gaston Leval nous a fait parvenir les pages ci-dessous, qui font partie d'un livre inédit intitulé L'Espagne socialisée.

Il nous signale que l'organisation qu'il décrit existait avant que la répression stalinienne ait détruit en grande partie les Collectivités d'Aragon.

Deux mille habitants et une superficie de 10.000 hectares, dont sept mille irrigués par les eaux du Cinca, en partie canalisées depuis la conquête romaine. La vie pourrait être heureuse sur cette terre fertile, dans ce climat sec, dans ces champs étendus qui se prêtent si bien au travail du tracteur, dans ces plantations d'oliviers au tendre feuillage, ou dans ces jardins potagers cultivés depuis tant de siècles.

Mais sur 10.000 hectares, cinq familles en avaient six mille, qui ne faisaient, avant, qu'une seule propriété. Mille hectares pour le moins étaient morcelés en propriétés de cent à deux cents hectares. L'ensemble des paysans n'avait que de tout petits morceaux de terre, très souvent séparés par de longues distances. Ils perdaient plus de temps en allées et venues qu'en labour effectif.

Comme le rendement de leur sol était insuffisant pour les faire vivre, ils devaient travailler pour le compte des riches. Quelques-uns labouraient la terre des propriétaires moyens. Il y avait aussi des colons, et des « mederos », qui donnaient la moitié des produits aux maîtres des grandes propriétés dans lesquelles ils étaient installés. Tout cela ne procurait cependant pas, surtout aux petits propriétaires, des moyens suffisants d'existence. Il fallait attendre les moissons, et le battage des blés, qui pendant deux mois, avaient lieu dans les champs des grands possesseurs — de ces possesseurs qui très souvent vivaient à l'étranger, faisant administrer leurs biens par des administrateurs, et venaient à la campagne pour y passer un mois ou deux dans de confortables demeures.

L'argent ainsi gagné aidait à joindre difficilement les deux bouts.

Nos idées avaient des défenseurs, qui en 1921, fondèrent un syndicat. Il fonctionna bien peu, et ses organisateurs durent bientôt s'enfuir. Mais ils allaient d'un village à l'autre, travaillant où ils pouvaient, propageant les principes du socialisme libertaire. Tant d'efforts ont donné leurs fruits. Quand la République surgit, Belver eut de nouveau un Syndicat de la C.N.T. Il ne dura pas longtemps. Un an après, il était à nouveau fermé par ordre des autorités. Il ressurgit et fut à nouveau fermé, et une fois de plus, les militants durent passer en France d'où ils revinrent recommencer leur lutte obstinée. En juillet 1936, le coup fasciste trouva enfin le syndicat ouvert. L'Union Générale des Travailleurs n'en a jamais eu.

La garde civile, envoyée pour soumettre les habitants du village, fit cause commune avec eux. Dès le premier jour, on constitua un Comité révolutionnaire où nos camarades se trouvaient avec le maire du village, qui était plus le défenseur des intérêts du peuple qu'un politicien.

Le Comité prit immédiatement possession des grandes propriétés et se chargea de leur administration. Le 30 juillet, les petits propriétaires furent conquis et invités à constituer la Collectivité agraire. Tous y entrèrent, avec leur terre, leurs bêtes, leurs instruments aratoires. Une Commission administrative composée d'un trésorier, d'un secrétaire et d'un administrateur général fut immédiatement nommée. Elle avait pour but d'organiser la vie nouvelle. Il fallait d'abord assurer la culture des champs. La superficie du territoire de Belver fut divisée en trente-trois parties, constituées d'après leur position, leur production, la distribution des habitants. Dans chacune de ces parties est installé un groupe de familles qui doit obtenir, en même temps que les céréales, des légumes, des pommes de terre, des œufs, des oiseaux de basse-cour, des lapins, et tout ce qu'il est possible de se procurer pour vivre.

Vingt-huit groupes habitent le village. Cinq sont disséminés dans les anciennes demeures des administrateurs, trop éloi-

gnées, au milieu des terres qu'elles dominent, pour que l'on puisse, journellement, aller et venir sans y perdre la moitié de son temps.

Au début, le Comité nomma lui-même les délégués des groupes. Chacun d'eux confectionna, d'après les instructions reçues, une liste des personnes, des machines, des outils, des bêtes, qui se trouvaient sous sa responsabilité. Ces données permirent de faire un inventaire général. Ensuite les groupes se prononcèrent sur les délégués désignés. Presque tous furent acceptés, quelques familles changèrent le leur. La démocratie complète était établie.

Les délégués se réunissent tous les samedis pour se transmettre leurs impressions, surtout pour pratiquer l'entraide nécessaire à l'œuvre commune entreprise. Les machines, les bêtes, les travailleurs d'un groupe passent à un autre quand il le faut. L'autonomie interne d'organisation de chaque groupe n'est pas de l'indifférence. Elle n'implique pas non plus le droit de semer ou de planter selon son caprice. La Commission administrative et le Comité révolutionnaire exercent d'abord un contrôle général. Ce contrôle est maintenant confié au conseiller d'agriculture, qui prend part aux réunions du samedi.

C'est au conseiller que les délégués demandent les graines, les outils, les engrais, les éléments de production qu'il leur faut. Celui-ci prend note de la quantité et de la qualité de chaque article, se le procure dans les centres qui peuvent le fournir, et le remet aux groupes industriels ou agricoles.

Cinquante pour cent des travailleurs de Belver sont partis à la guerre. On pourrait penser que la production a diminué. N'en croyez rien. La superficie semée a augmenté d'un dixième, et la terre est bien mieux cultivée. Un tel résultat ne vient pas seulement de l'effort des hommes, des jeunes filles, même des enfants que j'ai vu débarrasser la terre de l'ivraie. On dispose maintenant, pour tout le travail, des tracteurs que les grands propriétaires gardaient dans leurs remises pendant que les petits labouraient leur sol avec des ânes sans force. On a les mulets robustes des grandes granges, et qui sont distribués selon les besoins de chaque division du territoire. Les charriots et les outils pris aux riches sont aussi meilleurs. De cette façon dans les jardins potagers, la terre est foulée plus profondément et les plantes sont mieux soignées.

L'élevage n'était pas très développé. Les petits paysans ne pouvaient avoir qu'un porc, qui occupait peu de place. Les grands propriétaires avaient quelques troupeaux de moutons, et très peu de vaches. Les moutons furent mangés en assez grand nombre au commencement, quoique les brebis aient été réservées pour la reproduction. Aujourd'hui on ne tue pas les agneaux, on prend soin d'assurer leur multiplication, avec celle des vaches et des génisses. Comme le porc que chaque famille tue et sale tous les ans est acheté tout jeune dans d'autres villages, la Collectivité est en train de construire une porcherie dans laquelle quarante truies donneront dorénavant autant d'animaux qu'il en faut pour la consommation.

La récolte battait son plein quand on fit la révolution. Le blé rentré pour les riches passa dans les mains des pauvres. Le Comité révolutionnaire se chargea de le contrôler. Il le distribuait dans les greniers des particuliers, Belver n'ayant pas de grands édifices appropriés pour cet usage. Mais personne ne pouvait en vendre, le Comité, veillant pour les intérêts généraux, ne le permit pas. C'était du reste impossible, car tout le commerce fut socialisé, et la monnaie locale empêchait les relations particulières de caractère commercial et spéculatif. Les produits obtenus des trente-trois divisions du territoire continuèrent à être centralisés dans le village, sous la responsabilité du conseiller d'agriculture qui, d'accord avec les quatre autres conseillers et avec les trente-trois délégués, décide les quantités qu'il faut vendre et celles qu'il faut réserver pour la consommation locale.

Cette consommation est limitée par le salaire familial dont voici l'échelle : une seule personne touche cinq pesetas par semaine s'il s'agit d'une femme, et six s'il s'agit d'un homme. Un ménage neuf pesetas, une famille de trois personnes douze pesetas, une famille de quatre personnes seize pesetas. L'échelle monte à raison de quatre pesetas par personne. Ce n'est pas beaucoup, mais n'oublions pas que dans presque tous les villages d'Espagne, la vie est très simple, que les habitants de Belver consomment surtout ce qu'ils cultivent, et la viande du porc qu'ils élèvent, que le loyer est gratuit ainsi que la lumière électrique. La médecine — il n'y a qu'un docteur — et la pharmacie, sont socialisées. Et l'on vit sous une morale austère, de guerre et de révolution.

Les ouvriers travaillent d'après les nou-

veaux principes d'organisation : les charbons, le matériel-ferrant, les mécaniciens, les menuisiers, tous ceux qui répèrent les instruments aratoires et les charrettes constituent un seul groupe de quinze hommes et de plusieurs apprentis réunis dans un seul atelier. Les six maçons travaillent aussi ensemble, ainsi que les quatre boulangers.

Nous n'avons parlé jusqu'à maintenant, ni du Syndicat, ni du Conseil municipal. Pratiquement, le Conseil municipal avait automatiquement disparu, comme dans tant de villages où les Comités révolutionnaires les déplacèrent aux premiers jours de la lutte. On l'a reconstitué maintenant, sous l'impulsion d'une ordonnance ministérielle. Mais on ne le fait pas de bon cœur ; on se méfie de cet organe qui ne fut trop souvent qu'un rouage de l'Etat, un instrument des privilégiés et qui peut le redevenir. Et puisqu'il est impossible de ne pas l'organiser, on l'appelle Conseil local de Défense. Cela dénote le caractère transitoire qu'on lui attribue.

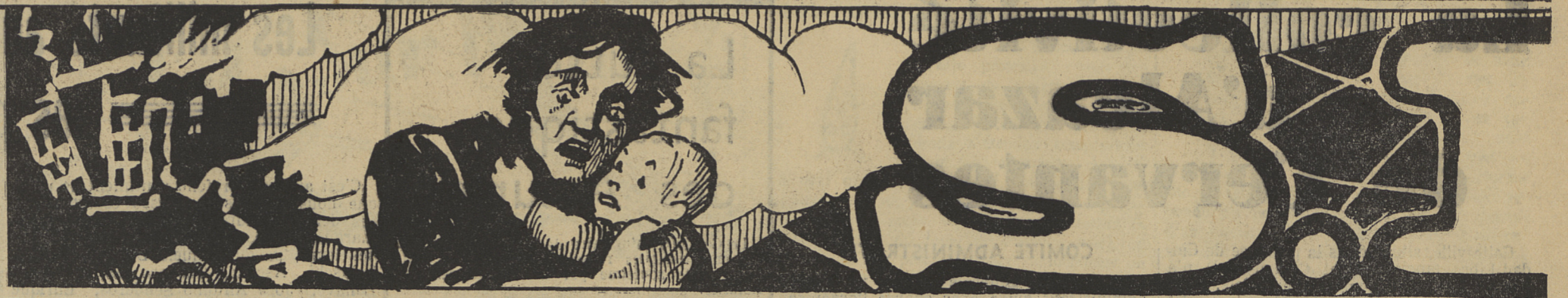
Il se compose de cinq membres, tous élus par l'assemblée populaire. Il y a par conséquent cinq départements dont voici la liste : la Présidence que nous pourrions appeler la coordination générale, l'agriculture et le travail, les transports et communications, l'Instruction publique et la salubrité, les travaux publics.

Malgré la révolution le Syndicat a presque disparu : le rôle de nos camarades n'était plus le même. Il ne s'agissait plus d'organiser des grèves et de faire de la propagande révolutionnaire. Il fallait organiser la Collectivité agraire, qui a son organisme propre, son administration, son gouvernement dans ses assemblées périodiques. Le Syndicat était à peu près déplacé. Mais nos camarades ont senti le besoin de former un noyau qui prend ou suggère les initiatives, qui coordonne le travail, contrôle les activités de tous et prépare la jeunesse pour qu'elle aide aux tâches de l'avenir. Le Syndicat a été réorganisé. Il compte 120 adhérents. Et il exerce en même temps qu'un rôle d'éducateur et de cohésion, comme à Tamarit de Litera, une espèce de contrôle supérieur sur le Conseil local de Défense, se préparant en même temps à être le principal élément de résistance contre le retour du privilège et de l'Etat qui, nous le savons trop bien, tâcheront de reprendre à tout prix les positions qu'ils ont perdues.

Gaston LEVAL.

Les dictatures n'auront qu'un temps.

Les emprisonnements, les assassinats ne pouvant cacher les tares de ces régimes ; au contraire !



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Ni fascisme ni stalinisme, mais la liberté !

Encore faut-il agir, agir fortement et vite, si l'on ne veut pas qu'il soit trop tard pour choisir et qu'une dictature — n'importe laquelle, ne sont-elles pas d'ailleurs sœurs jumelles — écrase l'Espagne d'abord, la France ensuite.

Une délégation de la S.I.A. — dont on lira ci-dessous la protestation — devait se rendre à Barcelone cette semaine afin de réclamer, dans le but que vous savez, une complète amnistie en faveur des prisonniers antifascistes.

Tous les journaux espagnols annoncent l'arrivée de cette délégation. Une importante réunion est organisée pour dimanche à Barcelone sous la forme d'un festival en l'honneur des délégués de la S.I.A. française. L'ambassadeur d'Espagne à Paris avait déclaré à cette délégation : mon Gouvernement vous fera un chaleureux accueil. Le Gouvernement Négrin accordait — nous écrit-on de Barcelone — l'entrevue demandée pour la délégation française.

Un rien a tout démolé au dernier moment : le consul d'Espagne à Paris n'accorde pas le visa espagnol à nos délégués. Et l'ambassadeur ne met pas le consul au pas. Et le Gouvernement Négrin n'impose pas à son ambassadeur et à son consul de faciliter immédiatement le départ de la délégation.

Pauvre Gouvernement Négrin ! Doit-on plutôt le plaindre que le blâmer ? Le plaindre d'être tantôt dans les mains de l'Angleterre, tantôt sous la dépendance de la Russie.

S.I.A. ne capitulera pas, en tout cas, devant les difficultés amassées devant elle. Elle remplira toutes les tâches qu'elle s'est assignées. Personne n'est capable de l'arrêter sur la voie où délibérément elle s'est engagée depuis sa création.

S.I.A. a des ennemis hypocrites, forts et nombreux, capables de toutes les saletés. Elle a, en revanche, des amis à qui aujourd'hui elle lance un émouvant appel qui est en même temps une pressante mise en garde.

Le fascisme et le stalinisme nous guettent, mais ni l'un ni l'autre ne gagneront la partie si nous leur barrons résolument la route.

Pour affirmer sur ce point vos convictions, camarades, et votre désir d'action, S.I.A. vous convoque le 25 mars à une manifestation dont la puissance de rayonnement dépendra de vous, de l'activité que vous dépenserez d'ici-là, de l'ardeur que vous mettrez à ne point vous résigner devant la barbarie fasciste et stalinienne.

S.I.A.

Les emprisonnés sacrifiés à une politique despotique

Mandatés par douze mille citoyens réunis le 18 février dans le Gymnase Japy, à l'appel de la Solidarité Internationale Antifasciste, nous avions accepté de composer une délégation chargée de porter au gouvernement républicain espagnol le vœu de ce public populaire.

Ce vœu, c'est celui d'une large amnistie qui, rendant à la liberté tous les antifascistes que ce gouvernement retient en prison, et qui sont des combattants de la toute-première heure pour l'Espagne libre, maîtresse de ses destinées, augmenterait pour elle le nombre des braves hommes résolus à combattre pour sa délivrance, et pour la victoire que remporteront par elle l'Espagne humaine et un peuple fier.

Tout était organisé pour l'accomplissement de notre mission. Nous avions nos passeports et le visa français.

A Barcelone, nous étions attendus par d'innombrables camarades. Un meeting même y était prévu, qui devait avoir lieu dimanche prochain, 13 mars, et dans lequel nous aurions proclamé notre attachement fraternel à la révolution espagnole, attachement qui est celui de tous les peuples ardents encore à conserver leurs libertés ou à les conquérir.

Nous avions fait à l'ambassadeur d'Espagne la déferente vivante qui, de notre part, s'imposait. Il nous avait courtoisement reçus, nous laissant même entendre que nous serions fort honorablement accueillis par son gouvernement.

Il ne nous restait plus qu'à attendre le visa espagnol nécessaire à la validité de nos passeports.

Nous avons attendu. Nous attendons encore... tant, même, que nous voici fondés à croire que nous attendrons toujours.

Le gouvernement espagnol, dont la réception nous paraissait devoir être excellente, se

serait donc — sous quelle influence ? — ravisé, et tiendrait pour « indésirables » les hommes de bonne volonté que nous sommes, lesquels n'avaient entrepris que d'aider à la réconciliation et à l'union par une large amnistie, de tous ceux qui ont juré le salut et l'heureux avenir de l'Espagne ouvrière.

Nous savions que notre effort avait l'adhésion du plus grand nombre des révolutionnaires et des républicains espagnols.

Nous voici, hélas ! induits à croire que cette adhésion n'est pas du goût du gouvernement espagnol et qu'il peut craindre que nous ne soyons, à Barcelone, que trop bien entendus.

Nous devions cette explication aux douze mille camarades qui nous ont mandatés et à tous ceux qui, en France et ailleurs, sont gagnés à l'œuvre généreuse et libre de la Solidarité Internationale Antifasciste.

Tout le regret est pour nous dans notre espérance douloureusement trompée. Mais tout l'honneur aussi.

Vive, malgré tout, malgré les emprisonnements, l'amnistie en Espagne !

Georges PIOCH, Marceau PIVERT, Jean NOCHER, Henri GRANDJOUAN, Auguste LARGENTIER, Louis LECOIN.

La manifestation du 25 Mars

Elle se déroulera dans une des plus grandes salles de Paris. Des tracts d'annonçant devront être distribués d'une façon intense dans les usines, les ateliers et les chantiers. Ils seront à votre disposition, camarades, dès mardi soir. La manière dont vous les distribuerez assurera le triomphe de notre démonstration. N'hésitez donc pas.

SOLIDARITÉ Notre souscription

La religion enseigne la charité à ses fidèles. Ce terme implique un certain mépris de la part de celui qui l'exerce envers celui qui la reçoit, et nous le répudions.

La Révolution française a choisi un autre mot : fraternité, lequel met les participants sur un pied d'égalité. Du reste, l'Evangile dit aussi : « Aimez-vous les uns les autres ». Pourtant, l'expression n'est pas admise par tout le monde. Je ne conçois réellement pas d'amour fraternel envers tous ceux qui m'entourent, tandis que je sens très bien la solidarité qui me lie à eux.

Depuis que la classe ouvrière a pris conscience de sa situation, de sa force et d'un idéal, c'est par la solidarité qu'elle se sent les coudes et par elle qu'elle agit. Solidarité dans la défense, solidarité dans l'attaque, solidarité dans la pénurie.

La solidarité est un lien qui répond à toutes les situations, en respectant l'indépendance des individus ; elle est réciproque et n'établit jamais de compte par doit et avoir. Elle n'exige pas que je me dépouille de tout au profit d'un seul besogneux. Elle signifie que, chaque jour, à chaque instant, je me décide pour ce qui est le plus urgent, moi-même n'étant qu'une unité dans l'ensemble des consommateurs.

Prenons un exemple dans l'histoire. A toutes les époques, des groupes se sont formés et, se retirant du monde, des individus ont mis leurs richesses en commun, abdiquant dès lors toute initiative. Mais la secte des Epicuriens a voulu autre chose. Ce n'est pas une fois dans sa vie qu'il faut pratiquer la solidarité, puis ensuite obéir à une règle. C'est chaque jour qu'il faut s'inquiéter des besoins du voisin, et conserver vivaces sa liberté, son jugement et ses sentiments.

La solidarité répond à une crainte souvent énoncée au sujet de cette société future dont beaucoup d'entre nous se préoccupent. Le salariat supprimé, quel sera le critère du droit au pain quotidien ? Evidemment, la nécessité de satisfaire à nos besoins. Et si l'abondance règne, tout s'arrange facilement. Sinon, sera-ce le rationnement ou le bon de travail ? En fait, le problème ne se pose pour ainsi dire pas si nous ne considérons que les gens habitués à mettre la main à la pâte. Mais les autres, les artistes, les rêveurs, les paresseux apparents ? Le poète demande à la société le droit à la vie en même temps que le droit de rêver, il réclame le pain et les loisirs — a dit Vigny. Devant un Etat centralisé, le problème est sans solution, devant les petits groupes humains, les travailleurs qui les composent savent que « l'homme ne vit pas de pain seulement », et ils se sentent de ces êtres un peu spéciaux, peu capables de montrer chaque soir ce qu'ils ont produit dans la journée.

La solidarité est la pratique par laquelle nous nous évadons des aujourd'hui du monde où prétend régner l'économie politique et où les lois surveillent notre conduite.

Paul RECLUS.

Notre fête du 18 Mars

Notre S.I.A. doit subvenir à bien des besoins, faire également de très gros frais de propagande. Il lui faut donc beaucoup d'argent. Pour en trouver un peu, elle organise le vendredi 18 mars, à 20 h. 30, grande salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, une très belle fête. Venez-y tous, vous qui aimez S.I.A. et qui approuvez son attitude. Vous passerez une excellente soirée et vous nous procurerez le nerf de la guerre qui est aussi celui de la propagande.

A vendredi, 18 mars, camarades !

PÊLE-MÊLE, VOICI LE PROGRAMME

Mme ARVEZ-VERNET

de l'Opéra

JULIEN BERTHEAU

de la Comédie-Française

Mlle YVONNE SIMONOT

violoncelliste

JEAN MARSAC

chansonnier

Mme MARCELLE STACH

de l'Opéra-Comique

RENE PAUL

chansonnier

LOUIS CELTY

dessinateur humoriste

MANOLITA et MACARENO

danseurs espagnols

Mme CHARLOTTE DAUVIA

des Grands Concerts Parisiens

LUCIEN ROBERT

des Cabarets Montmartrois

JACQUES MARTEL

poète breton

LES OMNIS DE L'ALHAMBRA

merveilleux athlètes

PIERRE DARAGON

chanteur

CELMAS

speaker

Causerie par Georges PIOCH :

« La solidarité de la Commune à nos jours »

Au piano : M. BRICLOT et le compositeur JEAN JAL

Prix des places : 7 frs — 4 frs pour les enfants.

Le travail des militants

Nous avons dû, pendant de longues semaines, cesser de publier des extraits de nos lettres. Pourtant des centaines s'amoncellent sur notre bureau qui, toutes, seraient à citer. En voici quelques unes :

De la camarade Louise Cazanbon, institutrice à Tarbes :

Les 10 cartes ont été placées à des instituteurs. J'ai le placement sûr pour 10 autres. Envoyez-moi également des timbres correspondants. Donnez-moi aussi des adresses de camarades habitant Tarbes.

De l'ami Dugues, de Clermont-Ferrand :

Vous recevrez la somme de 140 fr. en paiement des 20 cartes et 100 timbres. Vous voudrez bien me faire parvenir encore 20 cartes et 100 timbres.

De la camarade Avenel, de Lillebonne (Seine-Inférieure) :

J'ai appris que vous faisiez des timbres de solidarité de plusieurs prix ; c'est une très bonne initiative. J'ai bien reçu les 10 brochures et vous demande de m'en adresser 10 autres. Veuillez également m'envoyer 10 insignes.

De la camarade Burtin, de Troyes :

Par ailleurs je dispose d'une certaine somme qui est le produit de 2 listes de souscription, plus l'argent provenant de la vente de cartes et de timbres. Il me faut sans faute pour mercredi, car nous avons une autre réunion, 50 cartes, 200 timbres, 100 bulletins d'adhésion et 6 feuilles de souscription.

De la camarade Prin, de Rezé :

Grâce aux brochures de la S.I.A., j'ai fait plusieurs adhésions et j'espère en faire d'autres. Envoyez-moi donc des bulletins d'adhésion, des insignes et d'autres brochures. J'ai aussi à récolter, avec l'aide de bons copains, la somme de 407 francs 50. Renvoyez-moi 2 listes de souscription.

De la camarade Wiart, à Liancourt :

Malgré les difficultés que j'ai rencontrées, j'ai pu collecter la somme de 100 fr. ; j'ai placé 10 cartes et 50 timbres.

De la camarade Sinnaeve, de Wambrochies (Nord) :

Vous avez dû recevoir ces jours-ci un chèque de 168 fr., argent provenant d'une quête, de vente de papillons, de timbres et de cartes. Nous avons placé nos 40 cartes et j'en suis moi-même stupéfié. Voulez-vous m'expédier à nouveau 20 cartes, 10 insignes, 50 brochures.

De la camarade Forin, de Sétif (Algérie) :

Actuellement nous sommes 55 adhérents à S.I.A. Je vous envoie une première liste de souscription de 407 fr. 50, plus 32 fr. 50 pour paiement de cartes et de timbres. En pensant que nul effort n'est vain, je continuerai à me dévouer à S.I.A.

De la camarade Masneuf, secrétaire de la S.I.A., à Lyon :

Pour Lyon même ça va... doucement. A Venissieux plus de 100 cartes ont été placées, les copains espèrent arriver à 200. A Villeurbanne ça a l'air de vouloir partir. Il me reste encore 45 cartes qui seront placées cette semaine. Il faudrait que vous m'en fassiez parvenir 100 de plus.

De notre ami Haussard, dans l'Aisne :

J'ai déjà placé 50 cartes ; voulez-vous m'en adresser 50 nouvelles et des timbres. Par la même occasion, envoyez-moi 50 insignes.

De la camarade Pascal, secrétaire de la S.I.A. de Marseille dont la puissance grandit de jour en jour :

Faites-nous parvenir, par retour du courrier, 500 cartes, 1.000 timbres, 2.000 papillons. J'ai reçu hier 100 brochures de la S.I.A. par la poste et aujourd'hui 100 également par la gare. Merci.

De la camarade Colonna, des Camoins (près Marseille) :

A l'heure actuelle nous sommes 46 membres et nous espérons bien augmenter encore ce nombre. Dans quelques jours, je redemanderai du matériel de propagande.

De la camarade Joseph Sanchez, de Bordeaux :

La section de Cenon, banlieue de Bordeaux, a bien reçu le matériel. Nous, nous attendons les 200 cartes que nous avons réclamées. Peut-on espérer organiser bientôt un grand meeting à Bordeaux sous les auspices de la S.I.A. ?

De la camarade Carreyre, de Cenon (Gironde) :

Je vous serais très obligé de me faire parvenir par retour 100 cartes, 200 timbres, 50 brochures.

De la camarade Clau, de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne) :

Nous allons former une bonne section ici. Envoyez-nous donc 100 cartes, 500 timbres, 2 listes de souscription, 50 brochures, 1.000 papillons.

De la camarade Muscat, à Villebois (Ain) :

Voulez-vous m'adresser à nouveau 10 cartes, ainsi que 50 timbre et 25 de ces mêmes brochures que j'ai déjà reçues et placées aussitôt.

De la camarade Angel Sanz, d'Avignon :

Veuillez nous adresser 50 cartes avec des timbres. Nous pensons les placer rapidement dans cette ville. Envoyez-nous aussi un peu de matériel de propagande et des explications pour nous développer.

De Pedro Munoz, de Lunel-Viel :

Les camarades ont reconnu la bonne œuvre que représente la S.I.A. Les cartes que nous avons reçues ont toutes été vendues. Veuillez nous en envoyer 20 nouvelles et des timbres. Le Comité antifasciste espagnol de Lunel-Viel se charge de former ici une section de la S.I.A.

De Bassi Secondo, de Sernin-du-Bois (Saône-et-Loire) :

J'ai déjà placé les 10 cartes que vous m'avez envoyées et en ai même quelques-unes que la présente je vous adresse 50 fr. Je vous prie de m'envoyer à nouveau 10 autres cartes.

De la camarade Vinsonneau, de Clermont-Ferrand :

J'ai placé les 10 cartes avec 5 timbres par carte parmi mes camarades de travail. Je pense que S.I.A. trouve un accueil chaleureux, malgré les attaques et les dénigrement dont elle est en butte depuis sa naissance. En tout cas, ne craignez pas de faire appel à mon concours. Je serai toujours à votre disposition.

De Bassino, à Tunis :

Nous avons bien reçu votre colis contenant listes de souscription, cartes, insignes, timbres, etc. Envoyez-nous encore 100 cartes et 200 bulletins d'adhésion.

De la camarade Hinard, actif militant de la Section d'Antibes :

Je vous passe en même temps que la présente un mandat de 150 fr. montant de la 2^e liste de souscription. Je vous demande de me faire parvenir deux autres listes et 200 timbres. Nous sommes à l'heure actuelle 77 adhérents, un peu disséminés, malheureusement. J'espère placer tous les insignes avant peu.

La tournée Huart en Algérie

La tournée de conférences filmées que devait effectuer Huart en Algérie en mars et avril est reportée en mai et juin.

Les camarades susceptibles d'organiser dans leur coin une conférence filmée sont invités à s'adresser à Huart en rapport avec le secrétariat de la S. I. A., 6, rue Lacanaud, à Alger.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

XVII^e ARR. — La permanence sera tenue dorénavant le dimanche, de 10 à 12 h., au café du 170, avenue de Clichy.

XX^e ARR. — Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 h., salle Lefebvre, 67, rue de Ménilmontant.

ARGENTEUIL. — Pour adhérer et cotiser s'adresser à la permanence tous les jours à partir de 18 heures, 82, rue de la République.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Une permanence est tenue tous les dimanches matin, de 10 à 12 h., Café Cuvelier, 50, avenue des Moutons, où sont reçus les dons et les adhésions.

COURBEVOIE-LA GARENNE. — Réunion de la Section locale tous les jeudis à 20 h. 30, chez François, 7, avenue Marceau, à Courbevoie. Permanence, tous les dimanches, de 9 h. 30 à 12 h., même adresse.

CRETEIL-BOIS-NOUVEAU. — Notre réunion publique du samedi 5 mars, fut réussie malgré le sabotage de nos affiches par les fascistes et les bolchevistes. Après une intervention de M. Huart, l'approbation d'un militant socialiste, quelques questions posées par un camarade trotskiste, nous nous séparâmes non sans avoir fait auparavant une quinzaine d'adhésions. Dimanche prochain nous tiendrons une permanence de 10 h. à 12 h., au Café Dominique, 109, Grande-Rue.

ERMONTE. — Les camarades de la S. I. A. sont priés de se faire connaître. Ouvre l'adresse, 315, avenue d'Argenteuil, à Bois-Colombes.

SAINT-OUEN. — Permanence, 97 rue de la Chapelle, le samedi matin de 10 h. à midi.

ALGER. — Le Comité de la section Nord-Africaine de la S. I. A. organise deux grandes réunions d'information qui se tiendront au local de la section, 8, rue Lacanaud (rue Jean-Macé prolongée), samedi 12 mars, à 15 h., et dimanche 13 mars à 9 h. du matin. Les adhérents sont priés d'assister à l'une de ces réunions et d'y amener des amis.

GENON (Gironde). — Une section vient d'être constituée ici. Le bureau a été ainsi formé : secrétaire : Louis Moreau ; secrétaire adjoint : Rambaud ; trésorier : Marcel Carreyre ; trésorier adjoint : Robert Carillon ; archiviste : Alexandre Pestourie.

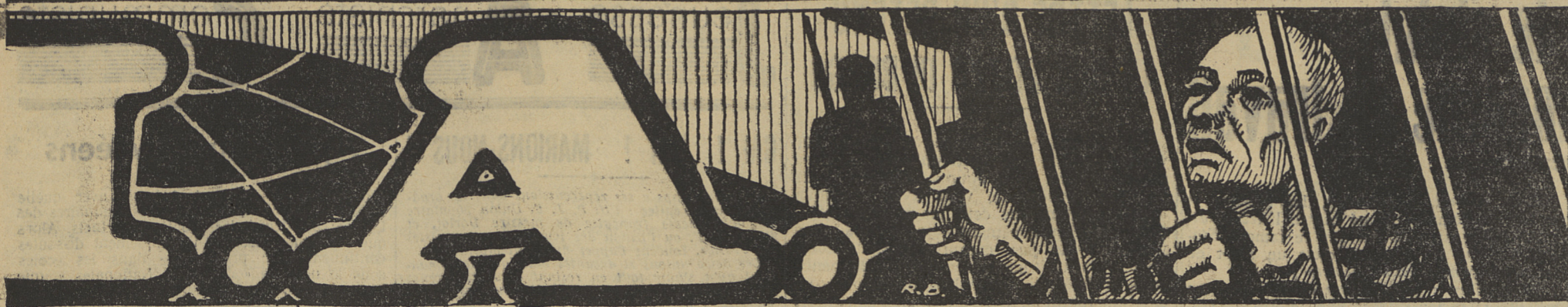
NICE. — La permanence est toujours assurée à la librairie Diderot, 14, avenue Notre-Dame, tous les soirs, sauf le dimanche, de 17 h. à 19 h. Les réunions hebdomadaires se tiendront à l'avenir tous les jeudis, à 21 h., brasserie « La Bourbonnaise », 4, avenue Malassène.

REIMS. — La Section rappelle qu'une permanence se tient tous les dimanches de 10 h. 30 à midi, au siège, café Gui-Gui, rue du Temple. Que ceux qui le peuvent nous apportent des colis pour l'Espagne, et leur obole.

ROUEN. — Nous comptons sur tous les syndicalistes et antifascistes pour renforcer l'action de notre section. Pour adhérer et pour tous renseignements, s'adresser aux J.E.U.N.E.S., 17, rue de Fontenelle, tous les lundis, mercredis, vendredis, de 15 à 19 h. Les dons doivent être remis à la même adresse. Un camarade de la S. I. A. sera toujours présent aux heures indiquées.

TERRENOIRE. — Notre section S. I. A. est en bonne voie. Notre commune n'est pas grande mais trois semaines ont suffi pour grouper 40 adhérents. Cela nous va bien entendu sans compter quelques-uns de nos excellents nacos qui nous traitent de divers parce que notre organisation se refuse à être une de leurs filiales.

Quoi qu'il soit maintenant nous seront vigilants et fermes, bien résolus à marcher de l'avant aussi loin que nos forces groupées le permettront.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaría : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Una circular interesante

Dedicamos la presente Circular al planteamiento de dos cuestiones que nos ha sometido la Sección Española, en espera de que, examinadas con cariño, den satisfacción a la demanda que hace en la primera y opineis sobre lo que, por su iniciativa, planteamos en la segunda.

En su deseo de favorecer a los combatientes del ejército de la libertad, la Sección Española de S.I.A. no limita su actividad a procurarles cuanto puede en cosas imprescindibles, como ropa y algunos alimentos suplementarios; desea llegar más lejos y lo logra mientras está a su alcance; quiere atender sus necesidades morales y de índole sentimental, procurándoles los medios para que se pongan en contacto por escrito, con sus camaradas y familiares. A tal efecto, ha distribuido millares y millares de preciosas tarjetas, que han sido acogidas y utilizadas por los milicianos con grandiosa simpatía. Ahora prepara nuevas ediciones que irá repartiendo en todos los frentes, tan pronto termine su confección. Pero estos esfuerzos, con ser muy importantes, no son suficientes y llegan al Consejo Nacional de la Sección, manifestaciones de los compañeros venidos de los frentes, en las que se pone en evidencia la falta de papel y lapiceros para mantener correspondencia con parientes y amigos.

La carencia de papel y lapiceros en el mercado español, producida por la falta de materias primas con que se fabrica una y otra cosa, imposibilita a la Sección Española de S.I.A. para proveer a los combatientes de tan preciados elementos. Por eso, nos sugiere la idea de recurrir a las Secciones Nacionales distribuidas por el mundo, en demanda de blocs de papel y lapiceros con que surtir las necesidades que, en este sentido, tienen los milicianos.

Gustosos os trasladamos la sugerencia, en la seguridad de que la sabreis tomar en cuenta.

A juicio del Consejo Nacional de la Sección Española, y aun cuando ya señala que es una cosa simplemente de detalle, Solidaridad Internacional Antifascista debe de tener un distintivo propio que la represente internacionalmente. Esto es, que S.I.A. debe tener una bandera.

Para nosotros, la cuestión planteada no es fundamental, pero nos parece obligado someterla a estudio. Y, aun cuando nada tienen que ver los colores y los distintivos con la acción que se desarrolle, estimamos se debe examinar la conveniencia o no de elegir uno o unos que representen a S.I.A.

Expone la Sección Española, como argumento en favor de dar una enseña a nuestra Organización, que cada movimiento político, social, deportivo, cultural, etc., tiene la suya. Y que, además, es mucha la importancia que tiene para la propaganda poder mostrar la presencia de la Organización por medio de uno o varios colores.

Este Consejo General, desea que, a la mayor brevedad posible, envíen las Secciones sugerencias sobre el particular. Señalando, si están de acuerdo con la enseña, el color o colores que ha de tener y la figura o inscripción que ha de llevar. Si no hubiera coincidencia en las sugerencias, cosa probable, enviaremos una relación de ellas a todas las Secciones, para que se haga la elección definitiva.

Desde luego, aceptada o rechazada la idea, no hemos de olvidar que lo fundamental reside en nuestras obras y no en el color bajo el cual las cobijemos.

En espera de vuestras rápidas noticias, os saluda fraternalmente.

Por el Consejo General de S.I.A. :

P. HERRERA, Secretario.

El arma del boicot

El compañero Bernardo Pou decía, en un artículo suyo publicado en un reciente número, que frente a la barbarie de los fascistas que no vacilan en exterminar hasta las mujeres y los niños para lograr el dominio de España, deberíase organizar el boicot general de los trabajadores contra las naciones fascistas.

Otros lo dijeron antes. Incluso organizaciones obreras de España han pedido la utilización de esta arma para frenar el sadismo de los atacantes, y ayudar a los atacados.

Pero, hasta ahora, estos llamamientos han caído en el vacío. El movimiento obrero internacional es el único que puede llevar a cabo con efectividad este boicot. Para esto, debería negarse a cargar y descargar los buques de las naciones atacantes: Italia y Alemania, además de los buques de Franco allí donde se presentan. Claro es que si, en Francia, en Holanda, en Inglaterra, en Bélgica, en los Estados Unidos este boicot tuviese lugar, los resultados serían materialmente buenos.

Es ahora mucho más difícil que antes de la guerra organizar tales actos de solidaridad. Y es difícil porque los sindicatos han dejado la norma de acción directa que seguían antes. Ahora se entregan a una política reformista que no favorece la aplicación de un boicot internacional. Conseguir que éste se realice es sumamente difícil.

Es evidente que las grandes agrupaciones políticas podrían, por su parte, determinar una actividad en este sentido. Tienen, sobre los mismos sindicatos obreros de la mayor parte de las naciones más o menos democráticas, una influencia a veces preponderante. Es hacia ellas que debería dirigirse la campaña para que no se cargaran ni descargaran los buques destinados a los países mencionados, para que no se consumieran los productos de aquellos países.

¿Hasta qué punto están dispuestas a hacerlo? Es difícil adelantarlo. La mayor parte de las veces existe, entre esas agrupaciones políticas y los gobiernos, una solidaridad pública o tácita, y para no crear dificultades dichas agrupaciones

ciones no se mueven sino dentro de estrechos límites.

Parece difícil conseguir el boicot. Sin embargo, es evidente que constituiría un arma de extraordinario poder si se supiera manejarla. Si, sobre todo, hubiese voluntad para emplearla. Y, pese a las dificultades, creo que se podría plantear el problema en los periódicos, en las reuniones, en los sindicatos obreros.

Seríamos pocos para empezar, pero con insistencia, con método, no sería imposible provocar entre los trabajadores una reacción, un estado de espíritu favorable a esta empresa. De cualquier modo, muchos obreros sienten sinceramente la causa de la España antifascista, y responderían favorablemente. Y, aun cuando no se consiguiera lo que anhelamos, por lo menos la agitación en favor de nuestra causa habría aumentado.

Me parece útil que las secciones de la S.I.A. vayan viendo la forma de plantear el problema en la esfera de su influencia respectiva. Sobre todo me parece necesario que se concierten para lograr estos fines, y que en cada ciudad, los miembros afiliados a ella hagan en las reuniones sindicales proposiciones concretas para hacer ambiente y obligar a las autoridades de estos sindicatos a tomar posición de otro modo que en palabras o en hechos sin importancia.

No olvidemos que la campaña pro Sacco y Vanzetti empezó con muy pocos hombres, lo mismo que la campaña por el asunto Dreyfus en Francia. Y sin embargo, por la perseverancia de un puñado de luchadores el movimiento en favor de esos inocentes tuvo después proporciones que sus iniciadores no habrían sospechado.

Claro que las cosas de España van más de prisa. Pero hay de todos modos que hacer lo imposible. Aun cuando fracasáramos, nuestra conciencia no podría reprocharnos no haber hecho todo lo que estaba en nuestro poder. Y es solamente haciendo todo lo que de nosotros depende, ensayando cuanto puede favorecer nuestra causa que la guerra puede ganarse.

Un republicano desengañado.

Todos los hombres libres con la S.I.A.

En entusiasmo despertado por la S.I.A. en todos los hombres y las organizaciones que no hacen de la solidaridad obra partidista es grande. El mitin celebrado el 18 de febrero en la sala Japy para pedir una amplia amnistía en España ha demostrado que puede contar con el apoyo de todos los sinceros antifascistas.

Hubiera sido preferible que dedicáramos toda nuestra acción a combatir directamente el fascismo, pero como lo hicieron observar los oradores, defender los cinco mil antifascistas que sufren en las cárceles de la República, es defender la causa de la libertad, puesto que la mayoría de los detenidos lucharon con las armas en la mano desde el primer día. En cambio, los que les persiguen permanecieron ocultos en los primeros meses de la batalla. Si los que ejercen el Poder en España quieren ser considerados como antifascistas, deben devolver a la libertad sin pérdida de tiempo a nuestros camaradas. De lo contrario, no cesaremos en nuestra campaña hasta conseguirlo.

De un tiempo a esta parte, se nota entre las organizaciones antifascistas un gran interés en recoger fondos para la compra de víveres que envían a España, cosa que vemos con agrado, pues sabemos la escasez que hay allí. Pero esta ayuda no debe hacernos olvidar que la guerra no se hace solamente con los alimentos. Los fascistas continúan recibiendo toda clase de material bélico, y refuerzos en hombres, mientras, so pretexto de no intervención, la frontera oriental de los Pirineos queda cerrada.

Hace unos meses, un redactor de l'Éuvre escribía con razón que si todos gobiernos llamados democráticos tomasen medidas para no seguir abasteciendo en carburantes y armas de gran calibre a los fascistas, la guerra se terminaría en tres meses.

¿Qué esperan para aplicar esta medida?

Los soldados y la S.I.A.

Ya sabemos, cuan grande es la marcha de la S.I.A. en España. Grande y rápida. El número de los socios pasa ya de cien mil, y a través de las distintas cartas enviadas por miembros de distintas fracciones, han podido ver los lectores de esta página como la nueva organización es recibida con el aplauso de la mayor parte de los hombres que, en las distintas tendencias antifascistas, saben conservar la ecuanimidad de juicio.

Lo que no se sabe, lo que no se sospecha tal vez a distancia, es la actividad sorprendente que S.I.A. despliega para ayudar a los más necesitados — que son muchos — en las circunstancias actuales. La ayuda viene de todas partes. Viene incluso de donde menos se supondría en muchos casos. Es frecuente que la prensa popular, por ejemplo, listas de donativos recibidos del frente. Tal batallón, tal unidad del ejército ha hecho una colecta y envía miles de pesetas.

¿Los soldados? Pero son precisamente, dirá alguien, los que necesitan de la solidaridad de la retaguardia, de la solidaridad internacional. Esto demuestra que el sentimiento de ayuda es poderosísimo en la España antifascista. Los soldados necesitan ser ayudados. Pero sabéis la historia de aquel sabio (Cuentan de un sabio que un día...) que arrojó hierbas demasiado malas para comer, diciendo que nadie era más desgraciado que él, y que al volver la cabeza vio a otro sabio que las recogía para comerlas. Lo último de lo último no se conoce nunca.

Afortunadamente, en España, no se ha llegado a lo último de lo último, aunque se haya llegado lejos. Y los soldados son los que más cuidados están, no sin motivo. Estos soldados reciben la paga diaria. Tienen, gratuitamente, ropas, comida, abrigo (sabemos qué clase de abrigo), y es el caso que no necesitan gastar para la mayor parte de sus necesidades. Disponen pues de dinero. ¿Y qué hacer con este dinero? ¡Oh, sabemos que cuando están con licencia, no faltan medios ni lugares para ir a gastarlo. Pero no son así todos. O no lo destinan todo a esto.

Ellos reciben de la retaguardia ayuda en víveres, ropas, calzado, etc. Saben que la retaguardia hace lo que puede, se priva como a juicio nuestro, debe hacerlo. Y retribuyen esta solidaridad con otra solidaridad. Envían primero dinero a sus familias. Son muchos los que así hacen desde el principio de la lucha. Los que tienen mujer, hijos, madre, hermanos a

quienes ayudar. Los que teniendo, los han muerto en los frentes... A esta solidaridad se ha añadido otra, en favor de los campesinos. Las colectividades de Aragón han sido ayudadas, hace ya tiempo, por las suscripciones que los milicianos hacían para compra de materiales con qué trabajar la tierra, o hacer las cosechas. Es verdad que habían recibido previamente víveres sin los cuales no habrían podido mantenerse en el frente, pero por lo menos supieron corresponder.

Pero ahora, esta solidaridad se extiende, o se canaliza, a través de la S.I.A. Tanto ha hecho esta organización, con los camiones de toda clase de cosas que ha enviado a los frentes y a las poblaciones más necesitadas, que los soldados retribuyen. Cada uno da lo que tiene, las cosas de que dispone. Únos ropas, otros víveres, otros dinero. Y de este intercambio de solidaridad se mantiene en gran parte el frente de la vanguardia y el de la retaguardia. España forma así un solo haz, que se une cada vez más.

Pero era necesario un medio para establecer de un modo normal estas relaciones. S.I.A. ha sido este medio, lo sigue y lo seguirá siendo. Ella cristaliza el espíritu de solidaridad, lo estimula, lo incita a manifestarse, o a hacer cuanto preciso es. Y permite este fenómeno que los que menos se podría esperar ayuden a los otros.

Porque se podría explicar la ayuda a los propios familiares por el sentimiento directo, la ayuda a las colectividades en retribución por sus entregas de carne, patatas, aceite, azúcar. Pero cuando se pone el nombre en una lista de suscripción y se entrega dinero a una institución para ayudar a quien sea, a los desconocidos que la institución crea conveniente ayudar, es que el espíritu de solidaridad ensancha sus límites.

Es hermosa esta actitud de los que, por arriesgar continuamente su vida, de que, condenados tal vez a perderla de un momento a otro, no están movidos por el egoísmo de gozar de la vida sea como sea, y a costa de quien sea, como es tan frecuente en tales situaciones.

Estos hombres se portan tan bellamente que nos dan un poquito de vergüenza a nosotros, que estamos lejos, que no arriesgamos nada, y que, tan a menudo, no mandamos siquiera el dinero que saben entregar para ayudar a la retaguardia a la que, ya protegen con sus cuerpos, sus sufrimientos, y su visión de la muerte.

MANUEL GAVARRON.

La delegación de la S.I.A.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía. Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente. Les recomendamos hacer un esfuerzo y leerla.

Notas desde España

PAPEL

Andamos mal de papel. Ya varios periódicos han sido suprimidos, tanto en Barcelona como en Madrid y otras ciudades de España. Ciertas poblaciones de segunda importancia, que necesitan la hoja local como lazo de unión entre los vecinos, se ven privadas de ella. Hay también revistas que sufren la consecuencia de esta escasez.

No es que todo el arte de la imprenta se venga abajo por falta de materia prima, pero es indudable que lo que ocurre se deja sentir. Tenemos, para remediar la falta de noticias impresas, la radio. La radio es hoy un vehículo precioso que pone en contacto con el mundo a los campesinos de la más apartada aldea. Pero esta hoy bajo control oficial. Y sabemos lo que esto significa. La prensa lo está también, desde luego, pero siempre es un elemento más para el espíritu, que nunca tiene demasiado.

¿Porque nos falta papel? España no tiene la materia prima. Debe importarla de Suecia, de Rusia, del Canadá, es decir de países con grandes extensiones de terreno, y sobre todo de bosques, que pueden, con la madera prepararnos este elemento de la cultura.

Dinero para comprar papel, hay ciertamente. Pero la adquisición de otras cosas se revela más urgente. Víveres, armas, ciertas materias primas para factores primordiales de la lucha... ¡Hace falta tanto!

No estamos aún organizados para fabricar nosotros la pasta de papel, y además nos falta madera. España es uno de los países europeos que menos bosques tienen. La barbarie ha contribuido mucho a esta destrucción de los árboles y el esfuerzo hecho durante estos últimos lustros no ha permitido llegar a la altura de lo que hace falta.

Y andamos escasos de material para los periódicos, las revistas, los libros. ¿Andaremos más mañana? ¿Quién sabe? Todo depende de lo que se sepa y pueda hacer por nosotros en el extranjero. Porque, por buena voluntad que tengamos, es éste un mal al que no podemos poner remedio. Los pinos maderables y los eucaliptos no crecen en algunos meses.

JABON

Eso de que el jabón sea cosa de lujo, es preciso estar en guerra para verlo. Hay cosas que estamos tan acostumbrados a tener que no podemos pensar que pueden faltarlos algún día, o que hay otros que no las tienen. Así, los niños, comúnmente, no quieren comer pan. Le tienen odio. Si no nos enojamos para que se fueran acostumbrando a acompañarlo con la carne y las legumbres que comen, parece ser que de buena gana pasarían sin él toda la vida.

Pero tan pronto vino la escasez, las cosas parecían ser distintas. Los niños quisieron pan, aun cuando había otros alimentos. ¿Será por espíritu de contradicción? No lo sé, pero tengo la impresión de que había más necesidad de lo que suponíamos.

También lavarles con jabón era un suplicio para ellos. Pero ahora que no hay jabón, parecen sufrir de no ir tan limpios como antes. Comprendamos quien pueda a los humanos.

Si el jabón se ha vuelto cosa de lujo, ¡hay tan poco, desde hace tanto tiempo! Tan poco que apenas se ve, cuando se ve. Falta para hacerlo la grasa de los animales, casi todos sacrificados. Faltan los productos químicos. Estos últimos escasean por dos razones: porque se emplean ante todo para la fabricación de armamentos, y porque los « pájaros sinistros » han hecho bastante visitas a nuestras fábricas...

El jabón se fué primero volviendo más bien grasa pura que otra cosa. Después, se fué volviendo casi invisible. Para lavarnos, debemos, la mayor parte, de la veces contentarnos con el agua. Y el agua no basta siempre caliente contra los cuerpos grasos. Pero no se tiene siempre el necesario para calentarla.

Es un sufrimiento bastante grande de lo que se supone, eso de ir sucio. A todo se acostumbra uno, dicen, pero son pocos los que se acostumbraron con la suciedad. Primero, porque molesta físicamente. Nuestro cuerpo no está habituado a ella. La limpieza es un elemento de nuestra epidermis. Pueden descuidarla los campesinos más atrasados, y los pobres salaces africanos, que nos conocieron nunca la limpieza. Pero no los que la habrán incorporado a sus costumbres. Jabón, por toneladas necesita España. Y necesitará mucho tiempo aún. Cuando el sol sea un poco más calido, podremos siquiera chapuzarnos en el agua natural, en el mar o en una tina.

Os aseguro que este año habrá mucho más bañistas que en los años anteriores.

ANTIFASCISTA.

Una aclaración valiosa

Creemos conveniente dar a conocer, porque permite aclarar mejor ciertas cosas, una nota publicada por la Comisión Ejecutiva de la U.G.T. y la contestación que le dió la sección española de la S.I.A. a propósito del mitin del Gimnasio Japy que, por lo visto, repercutió más de lo que podría suponerse en la forma que corresponde a la posición de cada cual.

DECLARACION DE LA EJECUTIVA DE LA U.G.T.

« La Comisión Ejecutiva de la Unión General de Trabajadores, a la vista, de un lado, de la reciente organización en París de un mitin, y por otro de la afirmación de que la organización titulada Solidaridad Internacional Antifascista está creada por elementos de la C.N.T. y de la U.G.T., hace constar que no tiene nada que ver en absoluto con la organización y el funcionamiento de dicha entidad. »

CONTESTACION DE LA SECCION ESPANOLA DE LA S. I. A.

« Una publicada por la Ejecutiva de la U. G. T., nos obliga a hacer ciertas aclaraciones para el verdadero conocimiento por todo el pueblo antifascista, de la entidad que representamos.

« Afirma aquel organismo que la U.G.T. no tiene nada que ver con la S.I.A., y en efecto, orgánicamente, S.I.A. no depende ni está ligada a ninguna organización. En sus consejos locales, como en los superiores, no hay representantes de éste ni de aquel partido. Pero si podemos encontrar elementos de todos ellos, ya que las funciones específicas de S. I. A. no tienen nada que ver con las orientaciones políticas, y mucho, en cambio, con el sentido genérico del antifascismo, cuya manifestación más expresiva es la solidaridad.

« Queda, pues, bien aclarado: S. I. A. no tiene nada que ver ni con la U.G.T., ni con ninguna otra orientación política, pero afirmamos tam-

Dos nuevas centrales de la S. I. A.

Tenemos la satisfacción de señalar que dos nuevas centrales de la S.I.A. acaban de ser creadas.

La primera ha sido en el Canadá. La noticia llegó con retraso, por la distancia, pero no por eso es menos grata. El 15 de diciembre nació en Toronto la sección nacional de ese país. Esa sección reúne desde el principio una serie de grupos simpatizantes con la causa de la España antifascista, diseminados por el país.

Sin esperar, ha empezado una intensa actividad de propaganda, de organización, de recogida de fondos, etc. Estos antecedentes permiten esperar mucho del organismo, que afianza la acción antifascista en la América del norte.

La Argentina ha creado también su sección nacional. Ya desde el principio de la lucha los españoles que allí residen, y que sienten nuestra causa — desgraciadamente no faltan tenderos emigrados que están del lado de Franco — hicieron, con los argentinos, los italianos y gente de otras nacionalidades, un gran esfuerzo solidario.

Recogieron dinero, ropa, lana, enviaron trigo, harina, carne en conserva y otras muchas cosas. Asimismo, en la medida en que la situación lo permitía, celebraron actos de propaganda para movilizar la opinión argentina.

Pero convenía reunir a todos los grupos constituidos. La represión, el estado de semi fascismo reinante hizo la tarea difícil. Por fin, la sección nacional argentina de la S.I.A. ha sido constituida, y el secretariado acaba de establecerse en Buenos Aires.

Sabemos el dinamismo de los compañeros de ese país, su entusiasmo por nuestra lucha, que consideran como propia, y no nos cabe duda de que la sección argentina será una de las más importantes del mundo.

Tendrá además su obra una repercusión inmediata sobre América del sur, lo cual reviste la mayor importancia, especialmente porque la dictadura nazi es continente en varios países, y hay mucho que hacer por allí.

bien que está integrada por elementos de todos los sectores antifascistas, sin distinción. »

EL CONSEJO NACIONAL DE LA S.I.A.

PARIS-BANLIEUE

GOUSSAINVILLE

Le meeting organisé à Goussainville le 25 février, avec le concours des camarades Frémont, Barzanette et Rault-François a obtenu un vif succès. Notre camarade Frémont s'est appliqué à faire comprendre aux ouvriers les germes de guerre qui pèsent sur nos têtes, il a démolé pièce par pièce toutes les absurdités qu'on voudrait nous faire avaler pour remettre ça. A la contradiction, un ange du Bon Dieu, sympathisant à Monsieur Thorez, est venu demander à Frémont ce qu'il pensait de la politique de Chamberlain et de « la main tendue aux catholiques » ; notre camarade lui a répondu à la satisfaction de l'auditoire. — Le Groupe.

L'HAY-LES-ROSES

Encore un partisan de la propriété !

Mais oui, à L'Hay, il y en a encore un ! Celui-ci n'est pas conseiller municipal, ni ancien artisan, c'est un pur naco, terrassier de profession. Si être révolutionnaire, c'est se servir, comme signatures, de noms de pauvres copains, membres de la Commission exécutive du Comité de propagande et d'action syndicale pour extorquer une somme à l'Union des Syndicats de la R.P. et cela en tant que trésorier du Comité local et collecteur des terrassiers et cimentiers de L'Hay, nous vous laissons, Messieurs les nacos, ce pur révolutionnaire. Quant à nous, nous disons toujours : Serons les rangs dans le syndicalisme lutte de classe, en dehors de toute ingérence des partis politiques ; classons toutes les brebis galeuses qui se prétendent les défenseurs de tous les travailleurs, mais qui n'ont de révolutionnaire que leur verbiage. — L'Œil vert.

STAINS

Il y a quelque temps, nos lecteurs ont eu connaissance des capacités administratives de notre municipalité stalinienne. Il s'agissait d'une chaudière d'école éclatée par la faute d'une incapacité d'une part et par celle de la municipalité d'autre part.

Nous aimons le plaisir, le 28 février dernier, d'entendre les observations justes et justifiées de conseillers municipaux sur ce sujet, ainsi qu'une autre réclamation, également pour le chauffage d'une autre école qui manqua de mazout, et dont les élèves durent rester chez eux. M. le Maire et ses bédouins ont trouvé toutes sortes d'excuses à cette situation, car il faut avant tout ne pas laisser à des adversaires un semblant de raison. La santé de nos enfants ça passe après.

Ils persistent quand même à vouloir paraître communistes et à crier par-dessus les toits qu'il n'y a qu'eux qui le soient. Ils arrivent, par ces procédés, à égarer tout le monde, ce qui explique qu'à la dernière assemblée du Centre de Propagande syndicale il n'y avait que la moitié des assistants de l'année dernière et qu'aucune candidature ne s'opposait à celles des nacos sortants car si le secrétaire sortant se plaît à être le prisonnier moral de ces messieurs, tous les vrais syndicalistes de la localité répugnent à accepter une telle situation. — Le Groupe libérateur.

VALENTON

Samedi 12 mars à 15 heures, réunion du Cercle Syndical salle du Coteau. Avis à tous. — Le Cercle de Valenton.

VOIX DE PROVINCE

AIRMARGUES

Comité Eliacin Vézian d'Airmargues

Recettes : En caisse : 20 fr. Reçu Groupe libérateur d'Airmargues 25 fr. ; Reçu Abel Chatellier, 10 fr. ; Abel Chatellier, 5 fr. ; au total : 40 fr. Total général : 1.416 fr. Dépenses : Envoi à Vézian : 50 fr. ; frais : 5 fr. Total général : 1.405 francs. En caisse : 11 fr.

Envoyer les fonds à Abel Chatellier, Grande-Rue, Airmargues (Gard), qui transmettra.

ALGER

Le Cercle d'Education Sociale rappelle qu'il est ouvert en permanence tous les soirs à 20 heures, et à la disposition de tous les sympathisants (bibliothèque, salle de lecture, etc.).

AMIENS

Une soirée organisée par les soins des camarades du Théâtre du Peuple au bénéfice de « Germinial », a laissé un reliquat qui est venu grossir notre caisse. Nous remercions ces camarades de leur concours précieusement.

La date de parution du journal sera fixée incessamment. Un échange de correspondance avec les camarades des localités sera établi pour la répartition des exemplaires et pour leur fixer la date exacte de sortie du premier numéro.

Nous faisons un pressant appel aux camarades qui auraient en leur possession des fonds révolutionnaires, pour qu'ils nous en fassent le versement le plus rapidement possible, le premier numéro cessant certains frais.

Tout envoi d'argent à verser au compte de chèques postal Lille 563-18 au nom de A. Grévin. Le groupe libérateur organise dans différents quartiers des causeries sur Louise Michel. La première de ces réunions aura lieu le vendredi 11 mars à St-Maurice, café Vincent. — Lucien Graux.

CHAUMONT

Une incursion dans l'antre de l'abbé Kir

Le groupe ayant pris connaissance d'un communiqué paru dans le « Petit Champenois », qui invitait toute la population chaumontaise à assister à une réunion publique donnée par ledit abbé sous les auspices de la Fédération Nationale Catholique, notre groupement délégua quelques copains pour y assister et exposer le point de vue anarchiste. Le vénérable, dès le début de son discours, se cantonna dans la critique du F.P., ce qui n'était pas pour nous déplaire et résuma l'action de l'Eglise dans le domaine national (Rome et Paris). Lorsque notre camarade Carré demanda à l'abbé mit tout en œuvre pour l'empêcher de parler. Une partie assez importante des auditeurs manifesta le désir d'entendre le contradicteur et ce désir fut manifesté surtout par les jeunes.

Notre camarade n'eut pas de peine à énumérer et critiquer les différentes expériences auxquelles le peuple servit depuis la fin de la guerre ; il démontra que seule l'action révolutionnaire du prolétariat (à l'exclusion des sauveurs et chefs suprêmes) pouvait conduire le peuple à sa véritable destinée. Carré dénonça aussi les dangers de guerre et la collusion des nacos avec l'Eglise en vue de réaliser l'union sacrée.

En résumé bonne soirée, où l'on put constater que nos militants sont présents partout où la nécessité s'en fait sentir. — Pour le groupe : Henri.

FEDERATION ALGERIENNE

Les camarades désireux d'effectuer leur renouvellement de cartes peuvent s'adresser tous les lundis de 18 à 20 heures au Cercle d'Education Sociale à Alger, 6, rue Lacanaud, où une permanence est tenue dans une des salles du cercle. Les adhérents à l'U.A. sont, en outre, invités à faire connaître d'urgence leur avis quant à

Le gérant : ROGER COUDRY.

Imprimerie Centrale du Croissant (St Nizier) 19, rue du Croissant, Paris-9

l'organisation du Congrès algérien prévu pour fin mai, et sur les questions susceptibles d'être portées à l'ordre du jour en écrivant à l'adresse ci-dessus.

FRONCELES

Les nacos pris au piège

En raison des affiches posées sur nos murs, le P.C. annonçait à ses adhérents une réunion. La classe laborieuse de ce pays pensait qu'il ne s'agissait que d'une manifestation de cellulars, peu lui importait !... Toujours génial, le R.P. Campion, caméléon et bourreau de crânes, quelques heures avant, faisait annoncer qu'une réunion publique et contradictoire devait avoir lieu. Devant l'affluence, soit 13 cellulars, le contradicteur n'a pas cru devoir lui imposer la réplique qu'il s'imposait. — Pour le groupe : François.

GRENOBLE

Méthodes policières

Grenoble et sa région sont actuellement en hilarité par les méfaits ou bienfaits, selon la manière dont on les considère, d'un Arsène Lupin, dont certains prétendent qu'il est anarchiste, d'autres de bonne famille.

Nous voulons signaler la saleté de cette vulgaire feuille communiste « Le Travailleur Alpin » n° 580, du 28 février 1933 qui, relatant les faits à sa façon, et en posant quelques questions en arrive à ces dégoûtantes deuxième et troisième questions, qui placent les cocos dans leur vrai rôle d'agents provocateurs pour qui tous les moyens sont bons lorsqu'il s'agit de nuire à des adversaires politiques. Jugez vous-mêmes !

Deuxième question. — Les armes dont s'emparaient Arsène Lupin n'étaient-elles pas destinées à la cinquième colonne, via Marseille ?

Troisième question. — La police ne connaît-elle rien de ce trafic d'armes ? N'a-t-elle jamais eu l'idée de faire un tour du côté de certains cafés, l'un dans une belle arête de notre ville fréquentée par les hommes du milieu, les autres fréquentées, plus particulièrement, par les éléments trotskistes et anarchistes.

Le crois, camarades, qu'après cela nous n'avons qu'à tirer le rideau et ne rien ajouter à la prose de ces individus.

Allons, Messieurs les Nationaux à la main tendue, un peu de pudeur, s'il vous plaît, et balayez devant votre porte, ça sent le jésuite et le filu. — Le Groupe.

LANGUEDOC

Nous demandons à toutes les publications, en langue française ou étrangère de vouloir bien nous faire un service de presse. La Fédération voudrait faire un bulletin intérieur nous renseignant dans ces publications de manière à tenir au courant du mouvement anarchiste mondial tous les camarades adhérents à la Fédération.

Au nom de la Fédération nous remercions d'avance les publications.

Pour tout envoi, s'adresser à Louman, 23, rue de la Vallée, Montpellier (Hérault).

MARSEILLE-GERMINAL

A nos camarades lecteurs du « Libertaire » Le Groupe Germinial conseille aux lecteurs du « Libertaire » de toujours acheter notre journal à leur kiosque habituel car dans l'intérêt de notre vaillant organe et pour éviter les fluctuations onéreuses. De ce fait, la vente se stabilisera et cela simplifiera la tâche de nos responsables. Voici la liste des kiosques vendant notre journal :

Canebière : 3 kiosques. Bourse du Travail, bd Garibaldi : 2 kiosques. Place Jean-Jaures (près de la rue des 3-Mages) : 1 kiosque. Place d'Alsace (près du terrain des tramways) : 1 kiosque. Place Sadi-Carnot (près de la rue Colbert) : 1 kiosque. Belle-de-Mai (près de la rue Loubon, bd National) : 1 kiosque. Cours Belzunce (Canebière) : 1 kiosque. Pont de Vieux : 1 kiosque. Capetelle : 3 kiosques. Nous prions les camarades lecteurs de ne plus rester isolés et de venir nous rejoindre. Tous les jeudis réunion du groupe à 18 heures, pour les adhésions, pour les abonnements, pour l'achat de livres et brochures ; bibliothèque à la disposition des membres. Voir les responsables respectifs après chaque réunion. — Le Secrétaire.

TOULOUSE

Le groupe fait tirer en double-colombier une affiche dont nous donnons un extrait ci-dessous. Comme nous pensons qu'elle peut intéresser tous les groupes, nous la céderons au prix de 1 fr. 20 — pour le paiement de la commande. Les commandes au secrétaire du Centre d'Etudes Sociales, 4, rue Tripière, Toulouse (Haute-Garonne).

TRAVAILLEURS !

LES ANARCHISTES VOUS PARLENT... En 1936, nous vous disions : Le Front Populaire ne sera que la conjugaison des appétits politiques. Rien ne changera en bien ! Avions-nous raison, oui ou non ?

Vous avez voté, vous avez eu votre gouvernement de Front Populaire. Résultats : course aux armements, franc Armand, franc Bonnet, vie chère, toutes les conquêtes du travail remises en question. Chômage croissant. Patronat dictant ses ordres à un Parlement unanime dans la servilité. Fascistes de tout poil accumulant impunément tous les crimes.

...Si vous revendiquez, on vous massacrera. Votre salaire perdra son pouvoir d'achat. Le chômage s'accroîtra. Vous vous heurterez aux toutes les barrières légales. Ce sera le FASCISME DE FAIT ET LA GUERRE.

COMPRENEZ DONC... que tous les politiciens se valent, que le syndicalisme doit être lutte de classe et non instrument politique, que SEULS un syndicalisme viril et antipolitique, l'EDUCATION, l'ACTION DIRECTE, l'ANARCHIE PEUVENT VOUS SAUVER !

Travailleurs ! adhérez à l'Union Anarchiste, lisez « Le Libertaire ».

VALENCIENNES

Infamie policière et journalistique Notre camarade Caltalo ayant été arrêté le 12 février, sous l'inculpation d'infraction à

N'attendez plus

Les camarades qui tiennent à se procurer

"L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

feront bien de se hâter.

Notre réserve touche à sa fin. Il paraît probable qu'elle sera bientôt épuisée. Ensuite, l'ouvrage sera introuvable.

Nous rappelons que cette œuvre réellement

Unique au Monde

se compose de 4 gros volumes d'une reliure élégante et solide.

PRIX DE VENTE ET CONDITIONS DE PAIEMENT :

a) au comptant Fr. 465
b) à terme (en 7 mensualités de Fr. 70) Fr. 490

Livraison franco en gare ou à domicile.

Nota. — Il sera satisfait aux commandes dans leur ordre de réception, sans aucun droit de priorité, jusqu'à l'épuisement complet de notre réserve.

Adresser les commandes à la

LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE

14, Rue de Marengo, 14

LILLE (Nord)

Compte Chèque Postal : 346-28 Lille

arrêté d'expulsion, la police d'Etat veut le faire passer pour un espion, sous le misérable prétexte que notre camarade a été dans la zone fortifiée ou son travail de courtier l'appellait, ce qui est infamie.

Mais où il y a plus d'abjection encore, c'est quand tous les pisse-copie de la presse régionale emboîtent le pas à la police et brodent dans leurs feuilles infectes tout un roman.

Ils savent ce qu'ils font tous ces larbins de la plume, ils veulent discréditer l'anarchisme. Le groupe de Valenciennes proteste énergiquement contre ces saletés policières et avertit les « journaliers » de la presse bourgeoise que s'ils persistent à vouloir salir notre camarade, ils pourraient faire connaissance avec nos méthodes d'action directe.

Le Groupe de Valenciennes.

VILLEURBANNE

Les communistes de la région sont remontés contre nous. Dans leur torchon, véritable feuille publicitaire, chaque semaine (pauvres imbéciles !) c'est à qui trouvera les mots les plus « vaches » pour nous « engueuler ».

Dans notre localité, affolés par tout le travail feodé de l'U.A.-J.A.C., ils ne savent, comme contradiction, qu'arracher nos affiches de réunions et nos panneaux, toujours très lus, où nous démontrons toute la fourberie et la vulerie du stalinisme et du fascisme. Nous tenons à leur affirmer que si c'est des coups de pied au cul qu'ils désirent, ils en auront, à leur en faire baisser la « main tendue ».

Maurice Gesbron.

VILLEURBANNE-J.A.C.

Vendredi 14 mars, à 20 h. 30, Café Moderne, 106, Cours Vitton, aux Brochant, réunion publique et contradictoire sur : Ce que veulent les anarchistes, avec le concours de Maurice Gesbron.

Pour que vive le Libertaire

Souscriptions reçues du 1^{er} janvier au 28 février 1938 :

Lecorre, Bièvre, 4 fr. ; Hervocher, Caen, 4 fr. ; Soulier, Carrières, 4 fr. ; Posseron, Toulon, 10 fr. ; Romaget, Bordeaux, 13 fr. ; Lavigne, Arras, 8 fr. ; un camarade en souscription, 35 fr. ; Moreau, Jean, 5 fr. ; Breton, Chalou, 19 fr. ; Paquiere, Loos, 4 fr. ; Berlingham, Thionville, 4 fr. ; Felsaz, Tenay, 8 fr. ; Cachon, Grignères, 8 fr. ; Breton, Lezergot, 3 fr. ; Davies, Villersfranche, 4 fr. ; Breton, Villersfranche, 4 fr. ; Philippot, Lyon, 5 fr. ; Vaisset, Versannes, 3 fr. ; Marnet, Eglise, 8 fr. ; Dufray, Brest, 8 fr. ; Babin, 1 fr. ; Villenot, 4 fr. ; Gorre, Rennes, 3 fr. ; Sternino, 10 fr. ; Dousset, liste 1.330, 10 fr. ; Geoffroy, Bagnoux, 4 fr. ; Leconte, Cauchy, 4 fr. ; Morel, Narbonne, 7 fr. ; liste, 100 fr. ; La Courneuve, 37 fr. ; Noël, Boos, 4 fr. ; Picard, 3 fr. ; Joly, 5 fr. ; Gatinois, 3 francs ; Colson, Paris, 5 fr. ; Leroy, 3 fr. ; Rotivel, 2 fr. ; Tréguier, Brest, 8 fr. ; Babin, 1 fr. ; Villenot, 4 fr. ; Courte, 2 fr. ; Gallea, 8 fr. ; Robert, Drancy, 3 fr. ; Haussard, 15 fr. ; Bermond, 10 fr. ; Camille, 10 fr. ; X. souscription, 3 fr. ; Vaisy, 2 fr. ; Seignin, 6 fr. ; Clerc, 8 fr. ; Rapon, Nîmes, 4 fr. ; Vanet, 4 fr. ; Sances, La Garenne, 8 fr. ; Nicolet, La Rochelle, 3 fr. ; liste n° 1.632, Berger, 32 fr. ; Lecomte, 5 fr. ; Bébert, 5 fr. ; Crosnier, 5 fr. ; Abelle, 3 fr. ; X. souscription, 3 fr. ; Bosson, 3 fr. ; Ferrier, 3 fr. ; Léger, 3 fr. ; Dujany, 4 fr. ; Chinal, 8 fr. ; liste 1.382, Libert, 9 fr. ; Taurines, 9 fr. ; Jacob, Thonon, 100 fr. ; liste 1.427, 33 fr. ; Boelet, 4 fr. ; Rey, 4 fr. ; Richard, 18 fr. ; Rouvel, 30 fr. ; Beland, 8 fr. ; Leguin, 3 fr. ; Caltalos, 10 fr. ; un ennemi du peuple, 5 fr. ; Rebuffat, 3 fr. ; Gutz, 4 fr. ; Combar, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr. ; Delacour, 5 fr. ; un camarade, 21 fr. ; Lot, 10 fr. ; Mourgue, 2 fr. ; Marguerite, 13 fr. ; Roussis, 35 fr. ; Golly, 25 fr. ; Rossi, 2 fr. ; collecte conférence Louise Michel, 11 février, 563 fr. ; Lévesque, 10 fr. ; liste 1688, 50 fr. ; Constant Moreau, liste 1.278, 108 fr. ; Bourne, 5 fr. ; Croudon, 3 fr. ; Coopérative de Porteur, 36 fr. ; Loiselet, 5 fr. ; Combar, 5 fr. ; Delacour, 8 fr. ; Camille, 5 fr. ; Affordville, souscription, 21 fr. ; Schmit, 3 fr. ; Polonais, 5 fr. ; Groupe du XIII^e, 200 fr. ; le testament du vieux Mitron, 5 fr. ; Gauthier, 2 fr. ; Germaine, 5 fr. ; groupe d'Amiens, 100 fr. ; Vars, 8 fr. ; Bachman, 10 fr. ; Prado, 15 fr. ; Bézeau, 3 fr. ; Bonnel, 7 fr. ; Loyot, 4 fr. ; Plaisance, 5 fr. ; Louise, 10 fr. ; Val, 3 fr. ; Chailion, 8 fr.

La colonisation conduit aux procès de Moscou

AUX ORDRES DE STALINE

Une recrudescence d'activité semble, depuis quelque temps, se manifester chez les dirigeants de « l'Union des Syndicats de la région parisienne ». Il n'est pas de jour où ils ne fassent voter des motions, résolutions, protestations, toutes plus énergiques les unes que les autres. Et il nous est permis dès maintenant de croire que si leur action ne se ralentit pas, que si rien ne vient la freiner, nous irons bientôt au bois de Vincennes faire une troisième manifestation contre la vie chère, manifestation qui aura, nous l'espérons, un aussi grand retentissement et d'aussi heureuses conséquences que les deux précédentes.

Donc, l'Union des Syndicats se remue. Ses dirigeants organisent des « manifestations » et des « réunions d'information ». Par contre, la guerre, bien sûr. La guerre, ils sont tout prêts à y faire participer les autres, pour peu qu'on la baptise : *lutte contre le fascisme*. Ils sont tout prêts à défendre (par personnes interposées) la grandeur de la France et l'intégrité de la « Patrie ».

Pas non plus contre le « statut du travail ». Ils en acceptent les modalités et en admirent le principe. Ils ne voient, dans ce statut, que l'instrument qui va permettre d'unir la France et les Français de Maurice Thorez à Paul (ou Henri) Reynaud, pour arriver à constituer une France forte, libre et heureuse, selon le vœu exprimé par le camarade Staline à l'ex-camarade Pierre Laval.

Non. Les menaces de guerre, le statut du travail ne sont pas des choses assez intéressantes pour mériter une réunion d'information. Il est des choses beaucoup plus graves. Par exemple, le maintien en prison du général Duseigneur et du duc Pozzo di Borgo. L'Union des Syndicats estime un mouvement nécessaire si ces deux-là ne sont pas emprisonnés.

Voire !

Nous n'avons ici (est-il besoin de le dire) aucune sympathie pour le général ou pour le duc. Même s'ils n'étaient compromis en rien, nous serions contre eux à cause de leur grade et à cause de leur titre, parce que nous n'aimons ni les ducs, ni les généraux, qu'ils s'appellent Duseigneur, Goring ou Vorochilov. Mais de là à descendre dans la rue pour gueuler : « En prison Untel », il y a un abîme. D'abord, pourquoi seulement ces deux-là ? Sont-ils seuls responsables des armements fascistes ? Voudraient-ils, à eux deux seulement, décimer la classe ouvrière ? Il y a avec eux — si j'en crois la presse ouvrière — Tardieu, Laval, Michelin, Schneider, Ybarnégaray et bien d'autres. Il y a aussi MM. Gignoux et ses congénères de la C.G.P.F. qui, s'ils n'ont pas armé le C.S.A.R., étaient tout prêts à se servir de lui pour mater les ouvriers. POURQUOI DONC MANIFESTER CONTRE CERTAINS, PENDANT QUE L'ON DISCUTE DES INTERÊTS DE LA CLASSE OUVRIÈRE AVEC LES AUTRES ? A quoi rime cette comédie ?

L'Union des Syndicats se porte « partie civile » ? Ce n'était vraiment pas la peine d'accuser Marx Dormoy.

Partie civile ! Jusqu'à ce jour, la classe ouvrière s'était levée pour venir au secours des emprisonnés. Souvent, les persécutés n'étaient pas de chez elle. Pour un Ferrer ou un Thaelmann, combien de Caillaux, de Malvy ou de Dreyfus. Le peuple bougeait, tout en sachant qu'il n'avait rien à espérer de son geste. Pas même la reconnaissance de ceux dont il prenait la défense. Il marchait quand même, car s'il est patient en ce qui le touche personnellement, il admet difficilement l'injustice pour autrui. Mais jamais le peuple n'a demandé à un gouvernement d'emprisonner qui ce soit. Jamais — à moins qu'il n'y soit poussé par des politiciens — il n'a fait preuve de tant de lâcheté. Et ça qu'il n'a jamais voulu faire, ses dirigeants, pré-

tendant parler en son nom, veulent le faire aujourd'hui.

Comprenons bien. Il ne s'agit pas tant de Messieurs Duseigneur et Borgo. Le duc du reste, n'est pas si antipathique que cela à nos dirigeants bolchevistes. Il a à leurs yeux un grand mérite : c'est lui qui a osé dégonfler le colonel. A cause de cela, il lui sera beaucoup pardonné.

La véritable cause de l'indignation des dirigeants de l'Union, la véritable raison de leur assemblée d'information, c'est le procès de Moscou. Le général et le duc ne sont mis là que pour faire pendant à Boukharine et ses co-accusés.

Dans les précédents procès, avant longtemps, avant qu'ils ne débütent, les cellules faisaient voter dans les usines des ordres du jour approuvant les bourgeois et leur chef incontesté, le grand, le vénéré, le maître aimé, le génial conducteur, le seul, l'Unique, Staline.

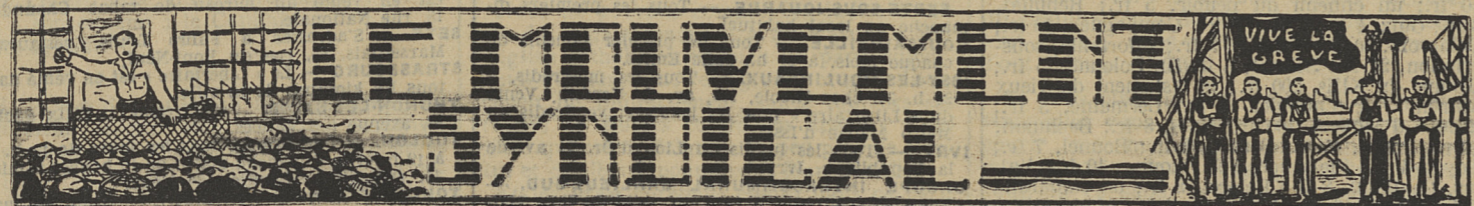
Cette fois, rien de pareil. Pas une usine n'a approuvé, pas un syndicat n'a félicité. Ça ne pouvait pas durer. Il était nécessaire, pour la plus grande gloire de Joseph, que quelqu'un approuvât. L'Union des Syndicats s'est dévouée. Il y a des hommes qui vont mourir, des hommes, qu'on nomme d'une légalité (la même légalité dont se réclament les Hitler et les Mussolini), on va assassiner.

Il paraît que ça ne suffit pas. L'Union des Syndicats de la région parisienne a donc réuni ses responsables. Ils ont discuté. Et bravement, en hommes loyaux et courageux qu'ils sont, ces soi-disant représentants du prolétariat parisien ont élagué le craché à la figure de ceux qui, déjà, ne sont plus que des cadavres.

Il s'est — quand même — trouvé dix opposants.

A quand le souffle prolétarien dans les directions syndicales ?

CAM.



Le Syndicat des Techniciens de la métallurgie a résisté à la colonisation stalinienne

Le Syndicat des Techniciens de la Métallurgie adhérent à la Fédération des Techniciens a tenu son congrès le 26 février à Paris.

Deux tendances s'affrontaient, une de conception syndicaliste lute de classe, et l'autre stalinienne. Par des méthodes chères aux Raynaud, Hénaff et Cie, la minorité stalinienne entendait prendre en mains la direction du syndicat en faisant passer celui-ci sous « l'autorité » des Croizat, Doury et autres Timbault.

Voyant, au cours du congrès, que ces manœuvres allaient avorter, la minorité quitta la salle (quel soulagement pour les congressistes sérieux) ; une heure après, s'étant sans doute fait laver la tête par Hénaff, et autres dirigeants qui attendaient dans le voisinage au siège de la section locale du P.C., 48, rue Dubesme, le résultat des grandes manœuvres, une délégation composée de trois « minos » durent chapitrés venant faire un mea culpa genre « procès de Moscou ».

Le 7 mars, une réunion des conseils syndicaux des syndicats de l'I.U.D. eut lieu 94, rue d'Angoulême. Les camarades techniciens majoritaires diffusèrent un tract dont voici quelques extraits qui suffiront mieux que tout commentaire, à démontrer, et la position de la Fédération des Techniciens, et la œuvre néfaste quant aux résultats des manœuvres des politiciens staliens.

L'orientation de notre Syndicat et de notre Fédération. — Le mouvement des Techniciens et des Employés n'ayant pu se développer que dans la merveilleuse ascension de la C.G.T. grâce aux occupations des entreprises, il est normal que ce mouvement encore faible se soit prononcé pour la seule orientation qui lui assure le vie.

C'est ainsi que nous nous sommes prononcés contre la pause et les moyens de l'assurer ; arbitrage obligatoire, puis aujourd'hui « statut moderne du travail ».

Est-ce que cette orientation tend à opposer sur le lien du travail ouvriers et techniciens ? Non, car les ouvriers supportent la pause, mais leur instinct de classe ne s'est jamais acclimaté sans heurt avec les moyens de collaboration.

La question posée est au fond celle de la liaison des ouvriers et des « classes moyennes » et notre divergence avec ceux qui n'acceptent pas notre orientation et nous combattent est celle-ci : — Nous pensons que la tactique de lutte des ouvriers ne doit pas être subordonnée aux exigences des organisations des « classes moyennes » indépendantes de la C.G.T., ce qui conduit les ouvriers à abandonner la lutte de classe et, par contre-coup, laisse livrés à eux-mêmes ceux des « classes moyennes » qui se sont ralliés à la classe ouvrière. Telle est notre situation actuelle.

Ceux qui nous attaquent dans la C.G.T. veulent ignorer le problème de notre organisation et tentent d'adapter la tactique de lutte des ouvriers aux exigences des « classes moyennes ». Ils sont ainsi amenés à détruire ceux qui résistent. C'est nous qui voyons avec angoisse la fin de notre mouvement arriver et la mainmise du patronat sur ceux que nous avons syndiqués après tant d'efforts.

Les dirigeants de l'Union des Syndicats ouvriers de la R. P. s'opposent à notre Syndicat, préparent la scission. — La volonté de méconnaître le problème de l'organisation des techniciens dans la C.G.T. et d'épauler la fraction qui lutte à l'intérieur du Syndicat contre son orientation et son affiliation à la Fédération des Techniciens a poussé les dirigeants de l'Union à nous opposer des méthodes bureaucratiques violentes ;

1° Le 21 janvier 1938, à la réunion de la C.A. de la C.G.T., Raynaud, chef de la section technique au Bureau confédéral en transmettant une lettre calomnieuse de douze de ses amis. Une Commission d'enquête a été nommée devant laquelle justice de ces calomnies a été faite.

Jamais Raynaud n'a été mandaté par la C.A. confédérale pour intervenir dans la vie de notre Syndicat comme il le prétendait (Lire la « Voix du Peuple », n° de janvier, p. 91).

2° Le 1er février 1938, Raynaud convoque une réunion des délégués de notre Syndicat, avenue Mathurin-Moreau. Le secrétaire général de l'Union a ainsi violé les statuts de l'Union, l'article 3 lui interdisant de s'immiscer dans la gestion des Syndicats. Ce coup de force a d'ailleurs fait l'objet d'une lettre que nous avons expédiée à tous les Syndicats le 3 février.

3° Le Congrès de notre Syndicat a eu lieu le 26 février, les votes impératifs des assemblées générales ont donné sur tous les rapports une grosse majorité à la direction sortante. Sur la question importante de l'orientation et de l'affiliation fédérale, un référendum a été organisé : sur 12.148 votes exprimés, 9.432 sont pour la Fédération des Techniciens, 2.535 sont pour la Fédération ouvrière, ce qui donnait 36 sièges au Conseil syndical à la majorité, 9 à la minorité.

4° Le 2 mars 1938, la direction de l'Union organise à la Maison des Syndicats, avenue Mathurin-Moreau, une conférence pour repêcher la minorité et empêcher que ses 9 membres soient désignés au Conseil syndical. Une Commission provisoire est nommée par cette conférence et chargée la charge, sous la responsabilité de l'Union de préparer un nouveau Congrès les 19 et 20 mars.

La scission est commencée. (Voir Humanité du 5-3-38.)

5° Le 3 mars 1938, Raynaud et Hénaff continuent leur travail de diviseurs chez Renault ; ils commencent par l'entreprise la plus importante (voir Humanité du 6-3-38). Déjà, pour que les camarades chez Renault, qui suivent la fraction minoritaire, ne reconnaissent pas la discipline de la majorité, Raynaud a fait imprimer des cartes confédérales spéciales. La C.G.T. a la parole sur ce travail, car elle seule a ce droit.

Face au patronat, un seul mot d'ordre : Unité. Nos intérêts immédiats, les intérêts du monde ouvrier passent pour la C.G.T., entre autres, la question de l'organisation des techniciens en son sein. Elle l'a résolue, soyons disciplinés jusqu'à ce que le prochain Congrès confédéral résolve la question dans un autre sens, s'il y a lieu. Jusque-là, notre Fédération des Techniciens doit vivre normalement.

La situation économique met au premier plan de nos préoccupations la lutte pour le contrôle des salaires sur la production. Pour la première fois, il y a été fait allusion à propos des débats sur l'échelle mobile transformée en « échelle mouvante ».

Camarades ouvriers, les techniciens sont avec vous pour la réalisation du contrôle sur la production. Allez-vous permettre que notre mouvement soit brisé, que des camarades soient jetés dans le camp de l'ennemi de classe ?

Pour la première fois, les techniciens se sont organisés dans la C.G.T. en grand nombre. Il reste encore bien des préjugés à vaincre, bien des batailles à gagner pour accomplir notre tâche, car sur 30.000 techniciens et employés de l'industrie, 10 % seulement sont cégétistes. Nous sommes certains que vous nous comprendrez et notre mouvement sera renforcé.

La résistance des techniciens syndicalistes doit servir d'exemple et être appuyée par tous les ouvriers syndiqués qui se souviennent de la mainmise du P.C. sur la C.G.T., comment elle a conduit cette centrale syndicale qui était majoritaire à sa création dans le mouvement ouvrier.

La colonisation stalinienne ne peut aboutir qu'àux mêmes résultats dans tous les syndicats de la C.G.T. réunifiée :

Rejeter l'ouvrier dégoûté des basses manœuvres politiques de la C.G.T. Déconsidérer les plus actifs militants par des injures et des calomnies et les pousser à délaissier l'action de classe.

Faire en cela le jeu du patronat en permettant à celui-ci de regrouper dans ses organisations pro-fascistes (syndicats jaunes et professionnels) les ouvriers écœurés et qui n'auront plus confiance dans l'action directe et autonome de la classe prolétarienne.

Si nous n'y prenons garde, les staliens conduiront le prolétariat français au triste sort du prolétariat allemand.

BARTHELEMY.

CHEZ RATEAU

Une innovation : les assemblées-goguettes

Soi-disant pour répondre aux saboteurs des lois sociales, aux responsables de la vie chère et afin d'examiner les moyens d'action propres à assurer leur existence, les ouvriers de chez Rateau sont convoqués pour le 12 mars à une assemblée générale où prendra la parole un secrétaire de la Fédération des Métaux et où, pour leur permettre de venir avec leur famille, on annonce une partie artistique.

Est-ce la période du Carnaval qui inspire ainsi les responsables ? ou se gardent-ils bien de consulter les ouvriers sur la tenue de leur assemblée générale ?

Quant à nous, nous pensons que le temps réservé à nos assemblées est trop précieux et les débats importants pour permettre encore de les gaspiller par des distractions que l'on peut trouver ailleurs.

De plus l'atmosphère familiale ne se prête guère à une discussion sérieuse et aux décisions l'action qui devraient être prises dans les graves circonstances que nous traversons.

N'étant pas dupes de la manœuvre qui consiste à occuper la majeure partie de la réunion par l'audition des artistes et du comité de la Fédération pour ne permettre qu'une marge très réduite à la discussion, nous nous abstiendrons d'assister à cette mascarade en nous réservant de demander des comptes à ceux qui veulent étouffer la libre discussion qui doit être la règle de nos assemblées.

A L'USINE HOUDAILLE

Dans notre boîte de Levallois, il y a 2 ans, nous étions 300 ouvriers, mais depuis l'avènement du Front populaire au pouvoir, le tôlier, M. Houdaille a jugé bon de transporter son usine à Vichy dans l'intention de payer les ouvriers moins cher. Alors toutes les semaines, c'est le licenciement de dizaines de camarades qui sont sur le pavé, car maintenant, nous restons encore 52 ouvriers. Aucune directive n'est prise pour empêcher cela ; le gouvernement de Front populaire, au contraire, donne raison au patron.

Maintenant, sur la question syndicale il s'agit de remettre des *nacos* à leur place et bien mieux des *nacos* délégués. Quand vous voyez que vous êtes représentés par des révolutionnaires comme à côté du Cardinal Verdier tenant le goupillon.

L'autre jour, un délégué alla à la direction pour une audience avec le directeur. Quand il se présenta devant lui, c'était des coups de chapeau en veux-tu, en voilà, il se mit à dire que ce n'était pas au directeur qu'il avait affaire, mais à un homme consciencieux, il alla jusqu'à frapper l'épaule du directeur pour lui dire : « Ça va s'arranger, mon vieux Jacques. »

Le directeur lui répondit : « Je l'espère mon vieux Prosper. » Comment voulez-vous comploter des salauds comme ça pour défendre votre pain ?

Un libéraliste de la section syndicale Houdaille, à Levallois-Perret

Le statut du travail est une défaite ouvrière

Les syndicalistes clairvoyants ont dénoncé la nocivité de ce modèle de répression syndicale que constituent les 6 projets du statut moderne du travail. Camille Chauvets, homme de confiance du capitalisme et en même temps président du Conseil d'un gouvernement de Front populaire, a fait prendre en considération, avec l'accord moral des dirigeants de la C.G.T., la constitution d'un nouveau code du travail dont les différents projets s'harmonisent et se complètent dans des articles qui rappellent et imitent singulièrement le règlement intérieur des maisons centrales.

Voici d'ailleurs la façon dont est envisagé l'ajustement du rajustement des salaires : Article 10 : La demande en révision est recevable si la variation accusée par l'indice officiel du coût de la vie est d'au moins 5 %, par comparaison avec l'indice arrêté à la date la plus voisine de celle où ont été fixés les salaires en cause... à moins que ne soit apportée la preuve que cet ajustement est incompatible avec les conditions économiques de la branche locale, régionale ou nationale pour laquelle a été formulée la demande d'ajustement. Je ne crois pas qu'il puisse exister une chambre patronale déclarant que les conditions économiques des industries qu'elle représente sont assez florissantes pour faire droit intégralement à une demande d'augmentation de salaires. Il faudrait réellement que ces patrons soient animés d'un esprit social en contradiction avec l'intérêt immédiat de leur classe. Le capitaliste philanthrope existe dans les articles de journaux mais nullement dans la réalité.

Nous connaissons la façon, métonymie douteuse, par laquelle s'établit actuellement l'indice officiel ; l'article premier prévoit, en plus, une garantie supplémentaire, côté patronal bien entendu, pour le contrôle de l'authenticité de cette base de toute revendication matérielle. Article 10, 5° alinéa :

« Cet indice officiel établi pour une famille ouvrière de 4 personnes sera contrôlé par une commission spéciale présidée par un haut fonctionnaire de la Cour des Comptes ».

Nous pouvons nous demander réellement comment un haut fonctionnaire peut avoir la possibilité de contrôler les conditions d'existence d'une famille ouvrière de 4 personnes, car cette vérification ne peut jouer que sur des chiffres établis par des hauts fonctionnaires (de préfectures ou autres), tenus par leur situation et leur mentalité sociale à un rôle de fidèles serviteurs du régime qui les fait vivre au détriment de ceux qui produisent.

En fait, cet article 10 constitue dans son ensemble l'escamotage pur et simple de l'échelle mobile.

Le contrôle ouvrier, ou plutôt la caricature de contrôle adoptée dans l'article 11, est inapplicable en fait et inacceptable dans son principe sur une base semblable.

L'article 11 spécifie en effet : « Les documents que les parties jugeront devoir verser au débat seront communiqués à l'arbitre patronal et à l'arbitre ouvrier, et, en cas de surarbitrage, discutés contradictoirement par eux en présence du surarbitre ». Il n'est plus question d'un contrôle ni même soûl, car les patrons ont la faculté et ils ne s'en priveront, certes pas, de verser au débat les pièces comptables qu'ils

jugeront nécessaires pour réfuter et détruire l'argumentation ouvrière. Nul n'ignore qu'il existe des experts comptables spécialisés dans l'art de dissimuler au fisc les bénéfices de leurs employeurs ; ils se transformeront, si les circonstances le demandent, en truqueurs des pièces comptables destinées au contrôle ouvrier et je ne vois pas bien comment un arbitre ouvrier terrassier, dockeur ou métallurgiste pourra déceler une fraude dans une comptabilité qu'un contrôleur des finances aura trouvée parfaitement régulière.

L'alinéa 2 de cet article mentionne en plus : « Le surarbitre, les arbitres et, le cas échéant, les experts seront tenus au secret professionnel », c'est-à-dire qu'il est interdit, sous peine de violation du secret professionnel, à l'arbitre ouvrier de révéler aux syndiqués qui l'ont mandaté, le mal-fondé ou la mauvaise volonté des arguments patronaux. En réalité, nous aurons un représentant qui ne pourra et ne voudra rien dire ; dans les circonstances présentes, on peut soutenir que cela ne changera pas grand-chose.

Pour abroger les décisions qui pourraient avoir un semblant d'équité, il est institué (article 14) une cour supérieure d'arbitrage qui rassure complètement le patronat par sa composition.

En effet, pour rectifier un arbitrage trop favorable, l'exception n'est pas la règle, les conflits ou rajustements seront soumis sur appel à l'appréciation d'une espèce de sénat miniature dont les sentiments réactionnaires compenseront le nombre réduit des membres participants et qui sera composé d'un vice-président du Conseil d'Etat, de deux conseillers d'Etat, de deux hauts magistrats de l'ordre judiciaire et de deux hauts fonctionnaires de l'Etat, en activité ou en retraite. Ce tribunal, auquel pourront participer à titre consultatif deux représentants ouvriers qui auront effectivement le droit d'écouter et de ne rien dire, jugera en dernier ressort et sans appel légal. Pratiquement, les revendications ouvrières seront appréciées et naturellement rejetées par des fonctionnaires qui toute leur vie ont vécu du travail de la collectivité et qui ne peuvent considérer les ouvriers que sous un angle de bourgeois arrière.

Les politiciens de droite ou de gauche, à mon avis la différence est bien mince, ont dans des discours prononcés sur le statut moderne du travail laissé entrevoir leurs intentions communes.

En conclusion, cette loi marque un recul du mouvement syndical. Elle est, pour le Gouvernement et le capitalisme, un moyen et une arme pour étouffer toutes les velléités d'action qui pourraient se manifester dans les organisations ouvrières devant la carence, de plus en plus évidente même pour les moins avertis, des pouvoirs publics à l'égard des féodalités économiques.

La politique actuelle du gouvernement Front Populaire envers les ouvriers peut s'exprimer dans cette formule : « La paix sociale à l'intérieur pour mieux assurer la guerre extérieure ». Aux camarades prolétaires qui comprennent de se grouper dans des organisations révolutionnaires et d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

Paul LEFEUVRE.

Démocratie ou Dictature ?

Tout comme le bolchévisme, le syndicalisme de l'époque actuelle nous offre l'exemple d'un mouvement corrompu par son trop grand succès et qui s'écroule par son succès même.

Les fondateurs ont tombé dans l'oubli. A part quelques dirigeants qui affectent un attachement — plus formel que sincère — à la Charte d'Amiens, la plupart des militants syndicalistes — ne parlons pas des syndiqués — d'aujourd'hui, ne sentent plus les raisons profondes pour lesquelles nous avons voulu séparer le syndicalisme de tout contact avec la démocratie politique. Bref, la génération nouvelle n'a pas les préventions ombrageuses de l'ancienne contre l'Etat et ses politiciens.

Mais qu'est-ce donc que cette démocratie stalinienne ? Qu'est-ce que cet Etat, nouveau sauveur providentiel ?

Aborder ce problème, c'est poser, une fois de plus, la question des élites et des masses.

Malgré les prétentions des cénacles intellectuels, qui sont le pire ornement de la société actuelle et se prennent pour l'élite véritable, l'ancienne élite était toujours une aristocratie de guerriers dominants des populations paisibles. Son gouvernement a toujours abouti soit à la monarchie, soit à la république oligarchique. A Rome, cette classe fut finalement éliminée par le pouvoir avec une plèbe qu'elle avait arrachée à ses champs pour l'entraîner dans des guerres perpétuelles. Ne pouvant plus labourer, la plèbe réclama sa part du butin conquis sur les vaincus ; elle ne sut jamais aller plus loin, et, dans son inconscience, elle brisa elle-même la seule révolte ayant un caractère social : celle de Spartacus. Ayant éliminé l'aristocratie, la masse ne se servit de son pouvoir que pour se donner un nouveau maître.

Quoi qu'en disent nos modernes démocrates, il ne semble pas qu'il y ait grand-chose de changé. Le spectacle des luttes politiques actuelles paraît malheureusement donner raison à la proposition lorsqu'il écrit que « le peuple n'a jamais su, en politique, qu'une chose, crier : Vive l'Empereur ou vive le Roi ! »

— Vive-Monseigneur ou Vive notre maître ! (Thorez au pouvoir ! Blum au pouvoir ! etc.)

Les chefs actuels de la démocratie vont partout répétant qu'il faut perfectionner les institutions républicaines, que le suffrage doit être vraiment universel ; en un mot, que la démocratie doit devenir totale. Le Sénat est leur bête noire : il faut le supprimer, ou au moins le soumettre au suffrage de la masse. Dirigés dans cette voie, ils seront bien obligés d'aller jusqu'au bout et de demander, pour être logique, l'élection du président de la république au suffrage universel. La « démocratie » sera alors totale... Comme en 1849, où le vote de la multitude donna le pouvoir au prince Louis-Napo-

léon ; comme en 1932, où la masse allemande, réalisant pour la première fois la « démocratie » totale, se donna Hitler.

Mais alors, où est donc ce prétendu antagonisme entre « démocratie » et dictature ? Et Staline qui vient de se faire plébisciter, n'a-t-il pas cent fois raison de dire que l'I.U.S. est le pays le plus démocratique du monde ?

Et qu'on ne vienne pas nous objecter les grandes « démocraties » française et anglaise ; sont-ce bien là des régimes démocratiques ? Non, dans ces deux pays, la multitude ne gouverne pas : les leviers de commande sont aux mains, non de la démocratie, mais d'une aristocratie industrielle et financière. C'est de l'autre côté du Rhin que règne la « démocratie » dans la personne de son demi-dieu, son Führer. Et l'homme, quel qu'il soit — César, Louis Bonaparte, Hitler ou... Thorez — que désigne le vote de la masse se trouve investi d'un pouvoir sans limite. Tout comme le gouvernement de l'élite aboutit à la monarchie, le gouvernement de la masse engendre inévitablement la dictature.

Après le gouvernement des aristocrates guerriers, celui des scribes, celui des bureaucrates et celui des boutiquiers, nous sommes donc de la dictature du prolétariat, voire du lumpen-prolétariat (1). Masses et élites ne gouvernent que par la force brutale, à l'exclusion de toute idée et si les anciennes aristocraties féodales se distinguaient surtout par leur grossièreté et leur rudesse, l'expérience de la démocratie nous prouve que, sous son règne, la réalité du pouvoir est confiée à la partie la moins reluisante de la population : ramassis de charlatans et d'incapables, rebut social, dont la rapacité et l'ignorance n'ont d'égal que la servilité envers le maître qui les paie. Et ce n'est pas la dictature russe qui nous fera changer d'opinion, non plus que l'indignation comique des trotskystes, mencheviks et autres marxistes, ces pers démentés qui refusent de reconnaître le monstre hideux dont ils accouchèrent jadis.

Non, pas plus que les élites, les masses n'ont raison a priori. En venant à la C.G.T., la multitude y a transporté les idées, la mentalité qui lui sont inhérentes. Elle a « démocratisé » le syndicalisme, rendant inévitable la colonisation par les politiciens. La C.G.T. a foulé aux pieds le peu qui survivait des traditions syndicalistes.

En admettant pour toute loi la loi du nombre (dernier C.C.N.), elle a consacré la ruine du syndicat en tant que « valeur morale ». Ce seront maintenant les chefs écoulés de la multitude qui gouverneront. Nous allons à grands pas vers la dictature. — Guennec.

(1) On sait qu'en Italie les bandes fascistes ont été recrutées parmi la racaille des grandes villes, Naples notamment.